



Commune de La Plaine sur Mer

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 4-2014

Du 1^{er} octobre au 31 décembre 2014

Le recueil des actes administratifs rassemble les actes réglementaires (actes édictant des règles de portée générale et impersonnelle) pris par les assemblées délibérantes et leurs exécutifs, dans les communes de 3500 habitants et plus.

Sa parution est trimestrielle.

Concrètement, ce sont :

- les délibérations adoptées par le Conseil municipal en séance publique ;
- les décisions prises par le maire en vertu de la délégation de pouvoir qui lui est accordée par le Conseil municipal dans certains domaines de compétence énumérés par la loi (Code général des collectivités territoriales).
- les arrêtés, actes pris par le maire dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs propres, notamment en matière de police.

Sommaire

Partie I

Délibérations adoptées par le Conseil municipal

AFFAIRES FONCIERES

Conseil Municipal	Délibérations	Libellés	Page
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2014	N° IV-11-2014	Signature des baux commerciaux – Ilot de la Poste	7
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014	N° VIII-12-2014	Convention servitude ERDF	8

FINANCES

Conseil Municipal	Délibérations	Libellés	Page
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2014	N° I-11-2014	Demande de subvention atelier d'illustration jeunesse et BD 2015	9
	N° II-11-2014	Avenant n° 3 lot 2 Travaux Ilot des Rosiers	10
	N° III-11-2014	Avenants n° 5 lot 1, n° 3 et 4 lot 3, n° 2 lot 9, n° 1 lot 11 et n° 1 lot 12 Travaux Ilot de la Poste	12
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014	N° I-12-2014	Subvention école René Cerclé	13
	N° II-12-2014	Décision modificative n° 3/2014 budget annexe « Ports	14
	N° III-12-2014	Création du budget annexe « Cellules commerciales »	15
	N° IV-12-2014	Avenants travaux Ilot de la Poste	17
	N° V-12-2014	Avenants Marché de travaux pour la réalisation de la Médiathèque	18
	N° VI-12-2014	Projet de la médiathèque : Lancement de la consultation pour l'achat du mobilier	20
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2014	N° I-13-2014	Décision modificative n° 2/2014 budget principal	21
	N° II-13-2014	Décision modificative n° 4/2014 budget annexe « Ports »	22
	N° III-13-2014	Tarifs communaux 2015	23
	N° IVa-13-2014	Vote du budget primitif 2015 « Office de tourisme »	28
	N° IVb-13-2014	Tarifs des prestations de l'Office de tourisme	29
	N° V-13-2014	Vote du budget primitif 2015 « Panneaux photovoltaïques »	31
	N° VI-13-2014	Vote du Budget primitif 2015 « Ports »	32
	N° VII-13-2014	Tarifs portuaires 2015	33
	N° VIII-13-2014	Avenant travaux Réhabilitation du Presbytère en Office de tourisme	36
	N° IX-13-2014	Avenants travaux îlot de la Poste	37

INTERCOMMUNALITE

Conseil Municipal	Délibérations	Libellés	Page
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014	N° X-12-2014	Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable	38
	N° XI-12-2014	Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers	39
	N° XII-12-2014	Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif	40
	N° XIII-12-2014	Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif	40

PERSONNEL

Conseil Municipal	Délibérations	Libellés	Page
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014	N° IX-12-2014	Modification du tableau des effectifs	41
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2014	N° XI-13-2014	Modification du tableau des effectifs	42

TOURISME

Conseil Municipal	Délibérations	Libellés	Page
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2014	N° V-a-11-2014	Plan départementale des itinéraires de promenade et de randonnées (PDIPR) : GR 8	44
	N° V-b-11-2014	Plan départementale des itinéraires de promenade et de randonnées (PDIPR) : circuit de la Tabardière	45
	N° V-c-11-2014	Plan départementale des itinéraires de promenade et de randonnées (PDIPR) : circuit du Port de Gravette	46
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014	N° VII-12-2014	Demande de classement de l'Office de tourisme	47

VOIRIE

Conseil Municipal	Délibérations	Libellés	Page
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2014	N X-13-2014	Dénomination de voie : prolongement de la rue de l'Eglise	48

Partie II

Décisions du Maire par délégation

Conseil Municipal	Libellés	Page
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 OCTOBRE 2014	N° DDM01-11-2014: Travaux de remplacement portes espace Sports et loisirs	50
	N° DDM02-11-2014 : Travaux de remplacement du réseau d'eaux pluviales boulevard des Nations Unies	50
	N° DDM03-11-2014 : Déplacement d'un support et d'un coffret de réseau électrique	51
	N° DDM04-11-2014 : Mise en souterrain du réseau téléphonique – côté stade	52
	N° DDM05-11-2014 : Extension réseau électrique boulevard Charles de Gaulle	53
	N° DDM06-11-2014 : Déplacement de l'autocommutateur téléphonique privé du presbytère	53
	N° DDM07-11-2014 : Travaux de maçonnerie suite au remplacement du chauffage de l'église	54
	N° DDM08-11-2014 : Liste des achats de matériels depuis le dernier conseil municipal - Dépenses d'investissement	55
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014	N° DDM01-12-2014 : Liste des achats de matériels depuis le dernier conseil municipal - Dépenses d'investissement	55
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2014	N° DDM01-13-2014 : Liste des achats de matériels depuis le dernier conseil municipal - Dépenses d'investissement	56

Partie III

Arrêtés du Maire

Arrêtés	Libellés	Dates	Page
PM 168/2014	Extension ERDF sous accotement et sous chaussée – Allée de La Martinique	07/10/2014	58
PM 169/2014	Réalisation d'un raccordement d'eau potable – Avenue des Sports	8/10/2014.	59
PM 170/2014	Réalisation eaux usées – 15bis rue de la Haute Musse	09/10/2014	60
PM 171/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – 4 rue de Joalland	15/10/2014	61
PM 172/2014	Réalisation d'une réparation de conduite d'eau potable – boulevard des Nations-Unies	16/10/2014	62
PM 173/2014	Travaux d'enrobé – Boulevard des Nations-Unies	16/10/2014	63
PM 174/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – rue de la Mazure	20/10/2014	64
PM 174B/2014	Autorisation de stationnement pour un container de chantier – parking du chemin de la Fosse	21/10/2014	65
PM 175/2014	Déplacement support et coffret 2D – boulevard des Nations Unies	24/10/2014	66
PM 176/2014	Autorisation de stationnement pour un camion de déménagement	29/10/2014	67
PM 177/2014	Adduction réseau télécom ORANGE – 11 chemin de la Saulzaie	29/10/2014	68
PM 178/2014	Travaux de ravalement de façade – 2 rue du haut de la Plaine	03/11/2014	69
PM 179/2014	Réservation d'un espace de stockage sur les places de stationnement situées boulevard de la Tara entre la rue de Mouton et la rue du Lotreau	05/11/2014	70

Arrêtés		Dates	Page
PM 180/2014	Travaux d'assainissement – Boulevard du Pays de Retz – chemin des Grands Prés	06/11/2014	71
PM 181/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – 75 boulevard de la Prée	06/11/2014	72
PM 182/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – Boulevard du Pays de Retz – chemin des Grands Prés	06/11/2014	73
PM 183/2014	Réalisation d'un réseau d'adduction d'eau potable – Route de La Gobtrie	07/11/2014	74
PM 184/2014	Adduction réseau télécom ORANGE – 159 boulevard de la Tara	13/11/2014	75
PM 185/2014	Autorisation de stationnement pour un camion de déménagement	13/11/2014	76
PM 186/2014	Adduction réseau télécom ORANGE – 15 route de la Prée	13/11/2014	77
PM 187/2014	Création d'un arrêt matérialisé affecté aux véhicules de transport public de voyageurs (réseau Lila) – Boulevard des nations Unies (RD 96)	18/11/2014	78
PM 188/2014	Organisation d'une battue le samedi 29 novembre 2014 par la société de chasse La Plaine/Préfailles	21/11/2014	79
PM 189/2014	Réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain – 1bis rue du Lock	24/11/2014	80
PM 190/2014	Autorisation de stationnement pour un camion-plateau et un chariot télescopique – 24bis rue de l'Ormelette	24/11/2014	81
PM 191/2014	Réparation de conduite télécom ORANGE – rue de la Croix Mouraud – Rue Léon Fourneau	24/11/2014	82
PM 192/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – Chemin des Egronds	25/11/2014	83
PM 193/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – à chemin de la Fosse	25/11/2014	84
PM 194/2013	Autorisation de stationnement pour un élévateur – Rue de Verdun	27/11/2014	85
PM 195/2014	Réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain – Chemin des Franchettes	19/12/2014-	86
PM 196/2014	Autorisation de stationnement pour un container de chantier – par king du chemin de la Fosse	28/11/2014	87
PM 197/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – rue des Ajoncs	28/11/2014	88
PM 198/2014	Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – 2 impasse des Iris	28/11/2014	89
PM 199/2014	Autorisation de stationnement pour un camion de déménagement – 29 boulevard de l'Océan	01/12/2014	90
PM 200/2014	Branchement au réseau EDF – 3 chemin de la Mitrière	01/12/2014	91
PM 201/2014	Travaux de reprofilage de voirie – Avenue de Tharon	03/12/2014	92
PM 202/2014	Autorisation de poursuite de l'activité de la maison de retraite « Accueil Côte de Jade »	04/12/2014	93
PM 203/2014	Demande d'occupation du domaine public – Rue de la Croix Mouraud	08/12/2014	94
PM 204/2014	Travaux de terrassement en accotement et sous chaudde – Boulevard Charles de Gaulle	09/12/2014	95
PM 205/2014	Organisation de 2 battues les samedis 20 et 27 décembre 2014 par la société de chasse La Plaine/Préfailles	11/12/2014	96
PM 206/2014	Autorisation pose d'échafaudage sur emplacement de stationnement située place Ladmiraal pour démontage de conduit de fumées	12/12/2014	97
PM 207/2014	Réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain – 32 rue de la Cormorane	12/12/2014	98
PM 208/2014	Demande d'occupation du domaine public – Rue de la Libération	15/12/2014	99
PM 209/2014	Réservation d'un périmètre de sécurité devant le logement situé rue des écoles angle rue de la Libération	19/12/2014	100
PM 210/2014	Raccordement réseau électrique BT – 32 boulevard de l'Océan	19/12/2014	101
PM 211/2014	Mesures préventives visant à interdire la circulation et le stationnement d'engins motorisés sur le site du jardin des Lakas et aux abords de ses équipements	24/12/2014	102

Partie I

Délibérations du Conseil municipal

AFFAIRES FONCIERES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2014

Délibération N° IV-11-2014

L'an deux mille quatorze, le treize octobre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le premier octobre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints

Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Isabelle LERAY, Ollivier LERAY, Benoît PACAUD, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ, Meggie DIAIS, Valérie ROUILLÉ, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Danièle VINCENT qui a donné pouvoir à Annie FORTINEAU,
Pierre-Louis GELY qui a donné pouvoir à Stéphane ANDRÉ,
Caroline GARNIER RIALLAND qui a donné pouvoir à Maryse MOINEREAU,
Murielle DOYEN qui a donné pouvoir à Jean-Pierre GUIHEUX,
Nathalie BOISSERPE qui a donné pouvoir à Vanessa ANDRIET,

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 22 Pouvoirs : 5 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Signature des baux commerciaux – Ilot de la Poste

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement son article L.2121.29,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 14 novembre 2011 fixant la programmation du projet de réaménagement de l'Ilot de la Poste, situé 1 bd des Nations Unies,

Vu le projet (PRO) établi par l'agence d'architectes DRODELOT, prévoyant notamment la création de 4 cellules commerciales pour une surface totale de 548 m²,

Vu la délibération du 17 octobre 2013 attribuant le marché de travaux y afférent,

Considérant l'état d'avancement du chantier qui permet de mettre les cellules commerciales à disposition des commerçants,

Considérant la pré-étude de marché sur la zone de chalandise primaire (territoire communal) menée par la CCI et la Chambre des Métiers en 2011,

Vu l'appel à projet pour l'attribution des cellules commerciales lancé par la commune en juillet 2012, affirmant le souhait de voir s'installer sur le futur pôle commercial de l'Ilot de la Poste une boulangerie et un établissement de restauration,

Considérant l'analyse qui ressort des candidatures reçues, et de l'objectif recherché par le projet, à savoir le dynamisme et l'attractivité commerciale de l'ilot urbain de la Poste,

Vu la Toutes Commissions en date du 23 janvier 2013 relative au choix des commerçants,

Vu la présentation du projet de l'Ilot de la Poste en Toutes Commissions du 17 avril 2014,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 février 2014 fixant le prix au m² de location des cellules commerciales,

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,

Attribue les cellules commerciales de l'Ilot de la Poste, comme suit :

Commerce	Surface	Nature de l'activité inscrite au bail	Exploitant
n°1	202 m ²	Boulangerie, pâtisserie, confiserie, sandwiches, chocolaterie, traiteur	SARL DOUAUD (représentée par son gérant M. Yann DOUAUD né à Nantes le 22 juillet 1971)
n°2	186 m ²	Restauration, bar, pizzeria, crêperie, brasserie, vente à emporter	M. Thierry MARIOT né à Pornic le 12 octobre 1967
n°3	56 m ²	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie, et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé	Mme DEJOIE Myriam née à Argenteuil le 26 mai 1984
n°4	64 m ²	Salon de coiffure et d'esthétique	Mme ANDRE Anasthasia née le 19 mai 1987 à Saint Cloud

Valident les termes des baux commerciaux tels qu'ils sont annexés à la présente délibération, qui fixent les conditions de mise à disposition des cellules commerciales.

Autorise le Maire à signer les baux devant notaire avec les commerçants retenus.

Dit que la prise de possession des locaux par les commerçants interviendra le lundi 3 novembre 2014.

Dit que l'ouverture des commerces au public interviendra à compter du 1^{er} février 2015.

Adopté à la majorité absolue par 26 pour et une abstention

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 17 octobre 2014 et de la publication le 20 octobre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014**

Délibération N° VIII-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Convention de servitude ERDF

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande formulée par ERDF (Electricité Réseau Distribution France) en date du 23 octobre 2014 pour la mise à disposition de la parcelle communale cadastrée B0 0020 située boulevard des Nations Unies afin d'y implanter un support de desserte du réseau public de distribution d'électricité,

Vu les termes du projet de convention de mise à disposition annexée à la présente délibération,

Considérant l'intérêt que représente l'installation d'un tel ouvrage dans le cadre de l'aménagement de la voirie et de ses abords boulevard des Nations unies,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

Autorise le maire à signer la convention annexée à la présente délibération prévoyant la mise à disposition de la parcelle communale cadastrée AO 0020 au bénéfice d'ERDF.

Dit qu'ERDF bénéficiera des droits suivants :

- occupation du terrain à titre gratuit pour l'implantation d'un support de distribution du réseau public d'électricité
- droit d'accès pour les agents du concessionnaire ou des entreprises dûment accréditées par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation de l'ouvrage.

Dit que la convention est conclue pour la durée de l'ouvrage ; elle prend effet à la date de signature par les parties.

Adopté à la majorité absolue

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 24 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

FINANCES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2014**

Délibération N° I-11-2014

L'an deux mille quatorze, le treize octobre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le premier octobre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints

Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Isabelle LERAY, Ollivier LERAY, Benoît PACAUD, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ, Meggie DIAIS, Valérie ROUILLÉ, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Danièle VINCENT qui a donné pouvoir à Annie FORTINEAU,
Pierre-Louis GELY qui a donné pouvoir à Stéphane ANDRÉ,
Caroline GARNIER RIALLAND qui a donné pouvoir à Maryse MOINEREAU,
Murielle DOYEN qui a donné pouvoir à Jean-Pierre GUIHEUX,
Nathalie BOISSERPE qui a donné pouvoir à Vanessa ANDRIET,

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 22 Pouvoirs : 5 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Demande de subvention départementale - Atelier d'illustration jeunesse - BD

Vu le budget prévisionnel de l'Office de Tourisme pour réaliser l'Atelier d'illustration jeunesse et BD 2015,
Considérant le succès de cette manifestation,
Considérant le soutien susceptible d'être apporté par le Conseil Général pour ce type de manifestation culturelle au titre des dotations 2015,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal approuve le plan de financement prévisionnel de l'Atelier d'illustration et BD 2015, annexé à la présente délibération, pour un montant de **12 326,00 €** et autorise Monsieur le Maire à déposer une demande de subvention, au taux le plus élevé, auprès de la direction de la Culture du Conseil Général de Loire-Atlantique.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 21 octobre 2014 et de la publication le 20 octobre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° II-11-2014

L'an deux mille quatorze, le treize octobre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le premier octobre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Isabelle LERAY, Olivier LERAY, Benoît PACAUD, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ, Meggie DIAIS, Valérie ROUILLÉ, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Danièle VINCENT qui a donné pouvoir à Annie FORTINEAU,
Pierre-Louis GELY qui a donné pouvoir à Stéphane ANDRÉ,
Caroline GARNIER RIALLAND qui a donné pouvoir à Maryse MOINEREAU,

Murielle DOYEN qui a donné pouvoir à Jean-Pierre GUIHEUX,
Nathalie BOISSERPE qui a donné pouvoir à Vanessa ANDRIET,

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS
Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 22 Pouvoirs : 5 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Avenant N° 3 lot 2 Travaux Ilot des Rosiers

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération du Conseil municipal du 6 mai 2013 autorisant Monsieur le Maire à signer les pièces du marché de construction de l'immeuble des Rosiers,

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 avril 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 du lot 2 «gros œuvre – démolition –terrassements»,

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 juin 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer l'avenant n°2 du lot 2 «gros œuvre – démolition –terrassements»,

Considérant l'exécution des travaux,

Considérant la réfection de voirie de la rue de la Libération par l'entreprise BOUYER dans le cadre du programme d'entretien de la voirie communale,

Considérant les prestations non réalisées par l'entreprise PEDEAU titulaire du lot 3 «gros œuvre – démolition – terrassements » conduisant à une moins-value de 1 160 € HT,

Considérant que le cumul des avenants entraine aussi une augmentation de 2,05% du coût de l'ensemble des marchés initiaux qui passe à 543 953,15 € HT,

Débat :

Jacky VINET demande s'il s'agit des quatre derniers avenants

Monsieur le Maire répond que oui, mais que les avenants sont inévitables.

Jacky VINET « Il faudra les éviter »

Michel BAHUAUD indique que le montant des avenants pour ce type de chantier reste raisonnable. « On ne peut pas, avant la consultation, gonfler les coûts prévisionnels sans risquer de provoquer une augmentation des frais de maîtrise d'œuvre »

Jacky VINET « il y a eu des erreurs au départ »

René BERTHE précise qu'il y a eu beaucoup d'aléas en raison des particularités du chantier. « Les avenants sont pris en charge lorsqu'ils ne sont pas du fait des uns ou aux autres, pour tout ce qui aurait pu être vu, on ne paie pas »

Stéphane ANDRE pose une question technique à propos de la lumière extérieure qui reste souvent allumée.

René BERTHE répond que ce problème a été constaté. L'électricien doit intervenir pour le compte du bailleur social.

Entendu l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer :

- L'avenant n°3 du lot 2 « gros œuvre – démolition –terrassements » qui représente une moins-value de 1 160 € HT. Le montant du marché initial du lot 2 attribué à l'entreprise PEDEAU s'élevait à 215 000 € HT, suite au cumul des trois avenants il passe à 218 208 € HT.

Adopté à la majorité absolue par 21 voix pour et 6 abstentions

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 21 octobre 2014 et de la publication le 20 octobre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° III-11-2014

L'an deux mille quatorze, le treize octobre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le premier octobre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Isabelle LERAY, Ollivier LERAY, Benoît PACAUD, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ, Meggie DIAIS, Valérie ROUILLÉ, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Danièle VINCENT qui a donné pouvoir à Annie FORTINEAU,
Pierre-Louis GELY qui a donné pouvoir à Stéphane ANDRÉ,
Caroline GARNIER RIALLAND qui a donné pouvoir à Maryse MOINEREAU,
Murielle DOYEN qui a donné pouvoir à Jean-Pierre GUIHEUX,
Nathalie BOISSERPE qui a donné pouvoir à Vanessa ANDRIET,

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS
Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 22 Pouvoirs : 5 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Avenants N° 5 lot 1, N° 3 et 4 lot 3, N° 2 lot 9, N° 1 lot 11 et N° 1 lot 12 - Travaux Ilot de la Poste

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 novembre 2011 approuvant le programme de l'opération,

Vu la délibération du Conseil municipal du 17 octobre 2013 attribuant le marché de travaux « Îlot de la Poste »,

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 avril 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 du lot 9 « menuiseries intérieures »,

Vu la délibération du Conseil municipal du 12 mai 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer l'avenant 2 du lot 3 « gros œuvre » et l'avenant 1 du lot 7 « menuiseries extérieures »,

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 septembre 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer les avenants n°3 et 4 du lot 1 « terrassement, VRD »,

Considérant l'exécution des travaux,

Considérant les propositions d'avenants en plus-value transmis par Monsieur DRODELOT architecte et maître d'œuvre de l'opération concernant les lots suivants :

- lot 1 « terrassement, VRD » attribué à l'entreprise GAROT TP : projet d'avenant n° 5 pour un montant de 2 802,30 € HT,
- lot 3 « gros œuvre » attribué à l'entreprise PEDEAU BATIMENT : projets d'avenant n°3 pour un montant de 1 965 € HT, et n°4 pour un coût de 320 € HT,
- lot 9 « menuiseries intérieures » attribué aux menuisiers de l'estuaire : projet d'avenant n°2 pour une prestation de 755,34 € HT,
- lot 12 « peinture » attribué à l'entreprise BESNARD Peinture : projet d'avenant n°1 pour une somme de 163,34 € HT,

Considérant la proposition d'avenant reçue en moins-value concernant le lot 11 « revêtements de sols » pour un montant de -640.13 € HT,

Considérant l'avis de la commission « bâtiments communaux » du 8 septembre 2014,

Considérant que le cumul des avenants entraîne aussi une augmentation de 3,25% du coût de l'opération,

Débat :

Monsieur le Maire indique que le coût global de l'opération de construction s'élève à 1 220 000 €, le coût prévisionnel de la construction était de 1 195 167 €, ce qui représente une augmentation de 2,13 %. Les avenants sont dus en grande partie à des demandes de la commune. Il a notamment été prévu par anticipation la création de 5 commerces, afin de ne pas avoir à recasser les locaux par la suite. Le coût prévisionnel pour l'aménagement des espaces publics s'élevait à 324 240 €. Les avenants représentent 7,35 %. Le montant total des avenants s'élève à 49 521,90 €.

Benoît PACAUD s'interroge à propos de la plus-value pour les travaux de la cheminée « ce n'est pas l'architecte qui doit le prévoir ? »

Monsieur le Maire répond qu'il n'y avait pas de cheminée au départ. Or, un four à bois est prévu dans le commerce 1, le bureau de contrôle a exigé que le conduit de cette cheminée ne traverse pas le logement. Le conduit ne sera pas droit, ce qui pose d'ailleurs des difficultés, mais il a fallu se conformer au bureau de contrôle.

Entendu l'exposé de M. René BERTHE,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer :

- L'avenant n° 5 du lot 1 « terrassement, VRD » pour un montant de 2 802,30 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à l'entreprise GAROT TP s'élevait à 170 337,88 € HT. Suite aux avenants acceptés par le Conseil municipal il passe à 194 164,98 € HT.
- Pour le lot 3 « gros œuvre » l'avenant n°3 d'un montant de 1 965 € HT et l'avenant n°4 pour un coût de 320 € HT. Le montant initial de ce lot attribué à l'entreprise PEDEAU Bâtiment s'élevait 488 124,81 € HT. Suite aux avenants acceptés par le Conseil municipal il passe à 504 910,80 € HT.
- L'avenant n°2 du lot n°9 « menuiseries intérieures » pour une prestation de 755,34 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué aux Menuisiers de l'Estuaire s'élevait à 36 110 € HT. Suite aux avenants acceptés par le Conseil municipal il passe à 37 183,35 € HT.
- L'avenant n°1 du lot 11 « revêtements de sols » pour une moins-value de 640,13 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à l'entreprise DEGANO était de 39 538,92 € HT. Suite à cet avenant il passe à 38 989,79 € HT.
- L'avenant n°1 du lot 12 « peinture » attribué à l'entreprise BESNARD Peinture qui représente une plus-value de 163,34 € HT. Ce lot s'élevait à 25 235,82 € HT. Suite à cet avenant il est maintenant de 25 399,16 € HT.

Adopté à la majorité absolue par 21 voix pour, 1 voix contre et 5 abstentions

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 21 octobre 2014 et de la publication le 20 octobre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014

Délibération N° I-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Subvention Ecole René Cerclé

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la demande de subvention formulée par la coopérative scolaire de l'école René Cerclé depuis le vote des subventions communales 2014,

Vu l'avis favorable de la Commission des finances du 5 novembre 2014,

Considérant les crédits prévus au budget principal 2014,

Débat :

Monsieur Stéphane ANDRE s'interroge : « qui gère cet argent ? Est-ce l'association des parents d'élèves ?

Réponse : Elle est gérée par la directrice de l'école. Il s'agit d'une subvention d'exploitation distincte de la subvention accordée aux parents d'élèves, elle permet de financer des activités mises en place par l'équipe pédagogique. Monsieur le Maire et Madame VINCENT rappellent l'origine de cette subvention de fonctionnement maintenue après la suppression du Réseau rural d'éducation.

Madame ANDRIET : « comment avez-vous déterminé cette somme de 10 € ? ».

Monsieur BAHUAUD : « Le montant de 10 € correspondait au coût de transport du Réseau rural d'éducation. Cette somme a été maintenue pour les sorties pédagogiques.

Entendu l'exposé de Madame Danièle VINCENT, adjointe déléguée,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal vote la subvention suivante :

- ☞ Coopérative scolaire René Cerclé : subvention attribuée à raison de 10 € par élève conformément aux effectifs scolaires à la rentrée de septembre 2013 : 1320 €.

Les crédits budgétaires sont inscrits à l'article 6574 du budget principal 2014.

Approuvé à la majorité absolue par 26 voix pour et 1 abstention

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 24 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° II-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, , Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Décision modificative n° 3/2014 budget annexe « Ports »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget annexe « Ports » 2014,

Considérant l'avis de la commission des finances réunie le 5 novembre 2014,

Entendu l'exposé de monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la décision modificative n°3/2014 du budget annexe « Ports » 2014, comportant les écritures suivantes :

Partie exploitation :

Chapitre	Objet	Dépenses	Recettes
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-19 300 €	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		23 022 €
74	Subvention d'exploitation		-42 322 €
Total exploitation		-19 300 €	-19 300 €

Partie investissement :

Chapitre	Objet	Dépenses	Recettes
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	23 022 €	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		-19 300 €
13	Subvention d'investissement		42 322 €
Total investissement		23 022 €	23 022 €

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 24 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° III-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Création du budget annexe « cellules commerciales »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général des Impôts,

Considérant que les travaux de l'îlot de la Poste comportent la création de 4 cellules commerciales,

Considérant que la location de ces locaux à des tiers est considérée comme une activité relevant d'un service public et commercial,

Considérant que le suivi budgétaire et comptable de cette activité doit être retracé au sein d'un budget distinct type M4, géré sous la forme d'une régie dotée a minima de l'autonomie financière et soumise aux règles des articles L.2221-1 et suivants et L.2224-1 et suivants du CGCT,

Considérant que la construction de ces locaux ayant été comptabilisée dans le budget communal, il est nécessaire de comptabiliser le coût de ces locaux et de transférer toutes les écritures liées à cette opération dans un budget annexe,

Considérant que conformément à l'article 256B du Code Général des Impôts, « la livraisons de biens neufs fabriqués en vue de la vente » étant soumise de plein droit à la TVA, il y a lieu d'assujettir ce budget annexe à la TVA mais que ce service peut néanmoins bénéficier du dispositif de franchise de base conformément aux dispositions de l'article 293 B du Code Général des Impôts si le chiffre d'affaires généré par l'activité n'a pas excédé 82 200 € durant l'exercice précédent,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Approuve la création d'un budget annexe « cellules commerciales » en nomenclature M4 « services publics industriels et commerciaux » à compter du 1er janvier 2015,
- Autorise le Maire à effectuer les écritures comptables liées au transfert de l'ensemble des opérations réalisées pour la création des cellules commerciales du budget principal M14 au budget annexe « cellules commerciales » M4,
- Autorise le Maire à demander le bénéfice de la franchise qui dispense du paiement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée conformément aux dispositions de l'article 293B du Code Général des Impôts s'appliquant lorsque le chiffre d'affaires généré par les loyers n'a pas excédé 82 200 € durant l'exercice précédent.

Adopté à la majorité absolue par 25 voix pour et 2 abstentions

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 24 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° IV-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, , Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS
Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Avenants travaux îlot de la Poste

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 novembre 2011 approuvant le programme de l'opération,

Vu la délibération du Conseil municipal du 17 octobre 2013 attribuant le marché de travaux « Îlot de la Poste »

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 septembre 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer les avenants 3 et 4 du lot 7 « menuiseries extérieures » et 3 du lot 13 « électricité »,

Vu la délibération du Conseil municipal du 13 octobre 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer l'avenant n°5 du lot 1 « terrassement, VRD »,

Considérant l'exécution des travaux,

Considérant les propositions d'avenants en plus-value transmis par Monsieur DRODELOT architecte et maître d'œuvre de l'opération concernant les lots suivants :

- lot 1 « terrassement, VRD » attribué à l'entreprise GAROT TP projet d'avenant n° 6 pour un coût de 739,30 € HT,
- lot 2 « espaces verts » attribué à l'entreprise VERDE TERRA projets d'avenant n°1 pour une plus-value de 1 275 € HT,
- lot 7 « menuiseries extérieures » attribué à la SARL ALAIN DAVID projet d'avenant n°4 pour 1 106 € HT,
- lot 13 « électricité » attribué à la SARL RETAILLEAU projet d'avenant n°4 pour un montant de 648 € HT,

Considérant l'avis de la commission « bâtiments communaux »,

Considérant que le cumul des avenants entraîne une augmentation de 3,49% de l'ensemble des travaux de l'opération, le montant global du marché passant à 1 572 497,85 € HT.

Entendu l'exposé de M. René BERTHE,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer :

- L'avenant n° 6 du lot 1 « terrassement, VRD » pour un coût de 739,30 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à l'entreprise GAROT TP s'élevait à 170 337,88 € HT. Suite aux avenants acceptés par le conseil municipal il passe à 194 904,28 € HT,
- L'avenant n°1 du lot 2 « espaces verts » pour une plus-value de 1 275 € HT. Le montant initial de ce lot attribué à l'entreprise VERDE TERRA s'élevait 153 902,35 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 155 177,35 € HT,
- L'avenant n°4 du lot n°7 « menuiseries extérieures » pour une prestation de 1 106 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à la SARL ALAIN DAVID s'élevait à 133 020 € HT. Suite aux avenants acceptés par le conseil municipal il passe à 137 525,25 € HT,

- L'avenant n°4 du lot n°13 « électricité » pour un montant de 648 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à l'entreprise RETAILLEAU s'élevait à 49 034 € HT. Suite aux avenants acceptés par le conseil municipal il passe à 54 395 € HT,

Adopté à la majorité absolue par 22 voix pour, 2 contre et 3 abstentions

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 25 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° V-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Avenants Marché de travaux pour la réalisation de la Médiathèque

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 18 novembre 2013 approuvant le projet (PRO) et autorisant monsieur le Maire à lancer une consultation en procédure adaptée pour la réalisation des travaux,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 février 2014 attribuant le marché de travaux pour la réalisation de la nouvelle médiathèque,

Considérant l'exécution des travaux,

Considérant la nécessité de prolonger le délai d'exécution des travaux de deux semaines ce qui conduit à une réception de chantier fin avril,

Considérant les propositions d'ajustements transmis par le cabinet d'études Atelier de la Maison Rouge architecte et maître d'œuvre de l'opération concernant les lots suivants :

- lot 3 « terrassement, VRD » attribué à l'entreprise BOTON GOUY TP projet d'avenant n° 1 pour un coût de 3 552,50 € HT,

- lot 5 « gros œuvre » attribué à la SAS PEDEAU BÂTIMENT projet d'avenant n°1 pour une plus-value de 8 292,60 € HT,
- lot 6 « charpente bois » attribué à la SARL AGASSE Thierry projet d'avenant n°1 pour une moins-value de 677,40 € HT,
- lot 7 « couverture et bardage zinc » attribué à l'entreprise COUVERTURE PALUSSIÈRE projet d'avenant n°1 pour une moins-value de 6 042,15 € HT
- lot 10 « menuiseries en aluminium laqué » attribué à la SAS JUIGNET pour une prestation supplémentaire de 556,00 € HT,
- lot 12 « menuiseries bois » attribué à la SAS RORTAIS LE PAVEC projet d'avenant n°1 pour une moins-value de 988,85 € HT,
- lot 16 « revêtements de sols souples » attribué à l'entreprise DEGANO projet d'avenant n°1 pour un coût de 93 € HT,

Considérant l'avis de la commission « bâtiments communaux »,

Considérant que le cumul de ces avenants entraîne une augmentation de 0,39% de l'ensemble des travaux de l'opération, le montant global du marché passe à 1 237 036,21 € HT.

Débat :

Monsieur GERARD fait observer que l'on enduit un mur qui ne nous appartient pas.

Réponse de Monsieur le Maire : A l'achat de ce bâtiment il était convenu avec M. LORENZINI que ce soit la commune qui prenne en charge l'enduit. Nous voulions attendre pour faire un enduit en accord et en harmonie avec la médiathèque. Nous ne savions pas quelle serait la meilleure finition.

Monsieur GERARD : « il suffisait de convenir avec le vendeur qu'il devrait le faire »

Entendu l'exposé de M. René BERTHE,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer :

- l'avenant de prolongation des délais d'exécution avec une réception de chantier fin avril,
- l'avenant n° 1 du lot 3 « terrassement, VRD » pour un coût de 3 552,50 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à l'entreprise BOTON GOUY TP s'élevait à 104 761 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 108 313,50 € HT,
- l'avenant n°1 du lot 5 « gros œuvre » pour une plus-value de 8 292,60 € HT. Le montant initial de ce lot attribué à la SAS PEDEAU BÂTIMENT s'élevait 218 934,62 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 227 227,22 € HT,
- l'avenant n°1 du lot n°6 « charpente bois » pour une moins-value de 677,40 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à la SARL AGASSE Thierry s'élevait à 74 896,66 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 74 219,26 € HT,
- l'avenant n°1 du lot n°7 « couverture et bardage zinc » pour une moins-value de 6 042,15 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à l'entreprise COUVERTURE PALUSSIÈRE s'élevait à 76 066,47 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 70 024,32 € HT,
- l'avenant n°1 du lot 10 « menuiseries en aluminium laqué » pour une prestation supplémentaire de 556,00 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à la SAS JUIGNET s'élevait à 75 889,16 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 76 445,16 € HT,
- l'avenant n°1 du lot n°12 « menuiseries bois » pour une moins-value de 988,85 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à la SAS RORTAIS LE PAVEC s'élevait à 67 345,10 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 66 356,25 € HT,
- l'avenant n°1 du lot 16 « revêtements de sols souples » pour un coût de 93 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à l'entreprise DEGANO s'élevait à 21 763,41 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 21 889,41 € HT.

Adopté à la majorité absolue par 22 voix pour, 3 contre et 2 abstentions

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 25 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° VI-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Projet de la médiathèque : Lancement de la consultation pour l'achat du mobilier

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu le projet de restructuration et de développement du centre bourg dont les orientations ont été approuvées par le conseil municipal le 5 février 2009,

Vu la délibération du conseil municipal du 24 février 2014 attribuant le marché de travaux de la médiathèque,

Considérant la nécessité d'équiper la nouvelle médiathèque tant en mobilier qu'en matériel informatique,

Considérant les critères d'éligibilité de la Dotation Générale de Décentralisation attribuée par la Direction Régionale des Affaires Culturelles,

Débat :

Madame Thérèse COUEDEL : « a-t-on une idée du montant de la subvention qui pourrait être accordée ? »

Monsieur le Maire répond que le taux de subvention devrait être de 35 et 40 %.

Information : un show-room est prévu pour le 17 février 2015 pour faire un choix définitif.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'acquisition de mobilier pour la nouvelle médiathèque Joseph Rousse,
- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la consultation,
- De s'engager à inscrire les crédits nécessaires à la dépense au Budget Primitif 2015,
- D'autoriser Monsieur le Maire à déposer en 2015, une demande de subvention auprès de la DRAC pour l'achat du mobilier et l'équipement informatique, au titre de la Dotation Générale de Décentralisation,
- D'autoriser Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Adopté à la majorité absolue par 22 voix pour, 3 contre et 2 abstentions

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 24 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2014

Délibération N° I-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Décision modificative n° 2/2014 budget principal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget principal 2014,

Considérant l'avis de la commission des finances réunie le 1^{er} décembre 2014,

Entendu l'exposé de monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la décision modificative n°2/2014 du budget principal 2014, comportant les écritures suivantes :

Partie fonctionnement :

Chapitre	Objet	Dépenses	Recettes
022	Dépenses imprévues	-15 000 €	
023	Virement à la section d'investissement	15 000 €	
Total fonctionnement		0 €	0 €

Partie investissement

Chapitre	Objet	Dépenses	Recettes
021	Virement de la section de fonctionnement		15 000 €
13	Subventions d'investissement		500 610 €
23	Immobilisations en cours		-105 535 €
16	Emprunts et dettes assimilées		-395 075 €
23	Immobilisations en cours	15 000 €	
Total investissement		15 000 €	15 000 €

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 22 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° II-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Décision modificative n° 4/2014 budget annexe « Ports »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le budget annexe « Ports » 2014,
Considérant l'avis de la commission de finances réunie le 1^{er} décembre 2014,
Entendu l'exposé de monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la décision modificative n°4/2014 du budget annexe « Ports » 2014, comportant les écritures suivantes :

Partie exploitation :

Chapitre	Objet	Dépenses	Recettes
011	Charges à caractère général	40 078 €	
77	Produits exceptionnels		900 €
78	Reprise sur provisions		39 178 €
	Total exploitation	40 078 €	40 078 €

Partie investissement :

Chapitre	Objet	Dépenses	Recettes
20	Immobilisations incorporelles	-17 600 €	
21	Immobilisations corporelles	-12 654 €	
23	Immobilisations en cours	- 7 988 €	
16	Emprunts et dettes assimilées		-77 420 €
Chapitre	Objet	Dépenses	Recettes
23	Immobilisations en cours		39 178 €
	Total investissement	-38 242 €	-38 242 €

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 22 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° III-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Tarifs communaux 2015

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal de la proposition de la Commission des finances, réunie le 1^{er} décembre 2014, présente au Conseil municipal le tableau des tarifs proposés à compter du 1^{er} janvier 2015.

Le Conseil Municipal, est appelé à se prononcer sur ces propositions de tarifs.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission des finances,
Vu le tableau détaillé des tarifs proposés à compter du 1^{er} janvier 2015,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve les tarifs communaux applicables à compter du 1^{er} janvier 2015, tels qu'ils sont annexés à la présente délibération (**annexe délib. III.13.2014**).

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 22 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

La Plaine sur Mer

TARIFS COMMUNAUX 2015

Page 1	2014	Tarifs 2015 votés
<u>BIBLIOTHÈQUE / VIDÉOTHÈQUE :</u>		
<u>Tarif annuel par famille :</u>		
* Abonnement Bibliothèque	12,30 €	12,30 €
Caution (résidents secondaires)	15,00 €	15,00 €
* Abonnement Bibliothèque + Vidéothèque	20,00 €	20,00 €
Caution (résidents secondaires)	75,00 €	75,00 €
<u>Tarif saisonnier du 1er juillet au 31 août :</u>		
* Abonnement Bibliothèque :		
Caution	15,00 €	-
- Mois	5,70 €	-
- Quinzaine	3,60 €	-
- Semaine	2,60 €	-
* Abonnement Vidéothèque		
Caution	75,00 €	-
* Mois	10,00 €	-
* Quinzaine	7,00 €	-
<u>Informatique :</u>		
- Connexion internet :		
* connexion gratuite limitée à 30 minutes		
* au-delà, la 1/2 heure supplémentaire	3,50 €	3,55 €
- Impression :		
* La page en noir et blanc	0,20 €	0,25 €
* La page en couleur	0,50 €	0,55 €
- Traitement de texte		
- Consultation de CD-ROM		
<u>DIVERS</u>		
<u>PHOTOCOPIE :</u>		
* Format A4 Noir et Blanc	0,25 €	0,30 €
* Format A4 Couleur	1,65 €	1,65 €
* Format A3 Noir et Blanc	0,55 €	0,60 €
<u>TELECOPIE :</u>		
* La 1ère page	2,50 €	2,55 €
* A partir de la 2ème page	1,70 €	1,75 €
Page 2	2014	Tarifs 2015 votés
<u>DROITS DE PLACE</u>		
<u>MARCHÉ :</u>		
* Etalage : - le ml	2,00 €	2,00 €
* Posticheur : - le ml	5,60 €	5,60 €

* Foire et Expositions - forfait		44,00 €	44,00 €
* Abonnement (saison 15/06-15/09) - le ml		16,00 €	16,00 €
EMPLACEMENT DOMAINE PUBLIC : (commerce ambulant)			
* Tarif de passage : par ml et par jour		5,60 €	5,60 €
JARDIN DES LAKAS (forfait) :			
- du 1er janvier au 31 décembre		40,00 €	40,00 €
<u>SPECTACLE (par jour) :</u>			
* Petit spectacle plein air		45,00 €	46,00 €
* Moyen spectacle plein air		80,00 €	82,00 €
* Grand spectacle plein air		168,00 €	171,00 €
<u>EXPOSITIONS :</u>			
<u>Panneau (l'unité) :</u>			
	Caution	150,00 €	150,00 €
* Semaine		10,00 €	10,00 €
* Mois		40,00 €	40,00 €
<u>Grille (l'unité) :</u>			
	Caution	75,00 €	75,00 €
* Semaine		6,00 €	6,00 €
* Mois		20,00 €	20,00 €
<u>FUNÉRAIRE</u>			
<u>CONCESSION DE TERRAIN (contribuable de la Commune) :</u>			
-			
	Commune (2/3)	C.C.A.S. (1/3)	
* Pour 15 ans	86 €	43 €	126,00 €
* Pour 30 ans	142 €	71 €	209,00 €
* Pour 50 ans	447 €	223 €	648,00 €
<u>COLUMBARIUM (contribuable de la Commune) :</u>			
	Commune (2/3)	C.C.A.S. (1/3)	
* Pour 15 ans	569 €	284 €	836,00 €
Page 3		2014	Tarifs 2015 votés
<u>PODIUM ROULANT</u>			
<u>* Animations et Associations</u>			
-			
* Manifestations Hors jours fériés se terminant avant 22 heures		130,00 €	130,00 €
* Manifestations se terminant après 22 heures et Dimanches et jours fériés		220,00 €	220,00 €
<u>RESTAURANT SCOLAIRE :</u>			
<u>REPAS</u>			
-		3,10 €	3,16 €
<u>SALLES MUNICIPALES</u>			
<u>SALLE DES GOELANDS (Rue de la Libération) :</u>			
-			

* Particulier :			
- <u>Habitant de la commune</u>	Caution	100,00 €	100,00 €
. Location journée complète		82,00 €	84,00 €
- <u>Habitant hors commune</u>	Caution	200,00 €	200,00 €
. Location journée complète		128,00 €	131,00 €
<u>SALLE DES LOISIRS (Rue de Préfailles) :</u>			
* Groupe familial (limité à 70 personnes)			
- <u>Habitant de la commune</u>	Caution	200,00 €	200,00 €
. Location journée complète		225,00 €	230,00 €
. A partir de la veille 18 h (si la Salle est libre)		251,00 €	256,00 €
- <u>Habitant hors commune</u>	Caution	350,00 €	350,00 €
. Location journée complète		328,00 €	335,00 €
. A partir de la veille 18 h (si la Salle est libre)		364,00 €	371,00 €
* Vin d'honneur (particulier)		74,00 €	75,00 €
* Association communale (manifestation payante)		64,00 €	65,00 €
* Association extérieure à la commune			
. journée		136,00 €	140,00 €
. Week-end		230,00 €	235,00 €
<u>ESPACE SPORTS ET LOISIRS</u>			
<u>SALLE DES FÊTES - Rez de Chaussée (Rue des Sports) :</u>			
<u>Habitant de la commune</u>	Caution	350,00 €	350,00 €
- Location journée complète		369,00 €	376,00 €
* A partir de la veille 18 h (si la salle est libre)		428,00 €	437,00 €
- Vin d'honneur		84,00 €	86,00 €
- Bal		302,00 €	308,00 €
<u>Association communale (manifestation payante)</u>		72,00 €	73,00 €
<u>Habitant hors commune</u>	Caution	700,00 €	700,00 €
- Location journée complète		594,00 €	606,00 €
- A partir de la veille 18 h (si la salle est libre)		641,00 €	654,00 €
Page 4		2014	Tarifs 2015 votés
* Particulier		55,00 €	56,00 €
* Association		37,00 €	38,00 €
<u>SALLE DE PING PONG à l'étage (Rue des Sports)</u>			
* Vin d'honneur (particulier)		74,00 €	75,00 €
<u>TENNIS MUNICIPAL</u>			
* <u>Court extérieur :</u>			
- Tarif horaire		7,80 €	8,00 €
- Forfait hors saison, sans limitation nombre d'heures			

. Habitant de la commune	67,00 €	68,00 €
. Habitant hors commune	119,00 €	121,00 €
- Forfait saisonnier (mois de juillet et août)		
. Les 10 heures (non licenciés)	68,00 €	70,00 €
. Tarif horaire, pour les licenciés du Club La Plaine - Préfaïles	4,45 €	4,50 €
* Court intérieur :		
- Tarif unique (sauf horaires attribués au club): 1 heure	12,00 €	12,20 €

TARIFS 2015 VOTES – APS - ALSH

Tarif horaire par enfant			
Tranches quotient retenues	1er enfant	2ème enfant	à partir du 3ème enfant
0 - 450	1,51	1,46	1,36
451 - 599	1,72	1,67	1,57
600 - 749	1,99	1,93	1,83
750 - 999	2,19	2,14	2,04
1000 - 1499	2,41	2,35	2,24
1500 et +	2,61	2,56	2,46

Toute heure commencée est due. Le goûter de l'accueil du soir est compris dans le tarif.

Tarif forfaitaire par enfant										
ALSH Résidents de la commune	JOURNEE AVEC REPAS			DEMI JOURNEE SANS REPAS			DEMI JOURNEE AVEC REPAS			REPAS
	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant	
Tranches quotient retenues										Prix du repas
0 - 450	14,65	14,34	13,61	6,79	6,63	6,26	9,96	9,79	9,42	3,16
451 - 599	15,70	15,38	14,65	7,31	7,15	6,79	10,48	10,31	9,96	3,16
600 - 749	16,74	16,42	15,70	7,83	7,68	7,31	11,00	10,84	10,48	3,16
750 - 999	17,79	17,47	16,74	8,35	8,20	7,83	11,52	11,36	11,00	3,16
1000 - 1499	18,83	18,51	17,79	8,87	8,72	8,35	12,04	11,88	11,52	3,16
1500 et +	19,87	19,56	18,83	9,40	9,24	8,87	12,57	12,40	12,04	3,16

Le repas est inclus dans le prix de la journée et de la demi-journée avec repas

Tarif forfaitaire par enfant										
ALSH Non résidents	JOURNEE AVEC REPAS			DEMI JOURNEE SANS REPAS			DEMI JOURNEE AVEC REPAS			REPAS
	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant	1er enfant	2ème enfant	3ème enfant	
Tranches quotient retenues										Prix du repas
0 - 450	17,79	17,47	16,74	8,35	8,20	7,83	11,52	11,36	11,00	3,16
451 - 599	19,09	18,78	18,04	9,04	8,87	8,52	12,20	12,04	11,68	3,16
600 - 749	20,40	20,08	19,35	9,66	9,51	9,14	12,82	12,67	12,30	3,16
750 - 999	21,71	21,39	20,66	10,34	10,18	9,82	13,50	13,34	12,98	3,16
1000 - 1499	23,01	22,70	21,96	10,97	10,81	10,44	14,13	13,97	13,61	3,16
1500 et +	24,32	24,00	23,27	11,65	11,49	11,13	14,81	14,65	14,28	3,16

Le repas est inclus dans le prix de la journée et de la demi-journée avec repas.

TARIFS 2015 VOTES
ACTIVITES "ANIMATION JEUNESSE"
Adhésion annuelle – du 1^{er} janvier au 31 décembre

Adhérent domicilié à la Plaine sur Mer 13.58 €

Domicilié hors commune 21.93 €

Quotient familial	Tarif de la case	Tarif 10 cases	Tarif 25 cases	Tarif 40 cases
0-450	0,94 €	9,40 €	23,50 €	37,60 €
451-599	1,15 €	11,50 €	28,75 €	46,00 €
600-749	1,36 €	13,60 €	34,00 €	54,40 €
750-999	1,57 €	15,70 €	39,25 €	62,80 €
1000-1499	1,77 €	17,70 €	44,25 €	70,80 €
1500 et plus	1,99 €	19,90 €	49,75 €	79,60 €
Tarif hors commune (Tarif unique)	2,61 €	26,10 €	65,25 €	104,40 €

Tarif de la carte d'activités pour la période au 1^{er} janvier 2015

Délibération N° IVa-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
 Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
 Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
 Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
 Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
 Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Vote budget primitif 2015 « Office de tourisme

Monsieur le Maire présente le projet de Budget Primitif annexe « OFFICE DE TOURISME » 2015 validé par la commission des finances le 1^{er} décembre 2014 (**annexe délib. IVa.13.2014**)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
 Vu l'avis de la commission de finances du 1^{er} décembre 2014,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve le projet de budget primitif annexe « OFFICE DE TOURISME » 2015.

La section d'exploitation s'équilibre, tant en dépenses qu'en recettes, à hauteur de **186 660 €**.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 30 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° IVb-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Tarifs 2015 des prestations de l'Office de tourisme

Monsieur le Maire expose au conseil municipal les propositions de tarifs des prestations, produits et services de l'Office de tourisme à compter du 1^{er} janvier 2015,

Le Conseil Municipal, est appelé à se prononcer sur ces propositions de tarifs.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission de finances en date du 1^{er} décembre 2014,
Vu l'avis de la commission tourisme en date du 14 octobre 2014,
Vu le tableau détaillé des tarifs proposés à compter du 1^{er} janvier 2015,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve les tarifs des prestations, produits et services de l'Office de tourisme à compter du 1^{er} janvier 2015, tels qu'ils sont annexés à la présente délibération. **(annexe délib. IVb.13. 2014).**

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 22 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Annexe délib. IVb.13.2014

La Plaine sur Mer
TARIFS OFFICE DE TOURISME 2015

	Proposition C° Finances	Vote CM
<u>DIVERS</u>		-
<u>CARTES POSTALES</u> La série de 4 : format 10X15 cm	1,70	1,70
Carte allongée 10X21 cm	1,20	1,20
<u>ENVELOPPE "Prêt à poster"</u> les 10 (voir prix de La Poste)		
unité	1,00	1,00
<u>Affiche</u>	6,50	6,50
<u>GUIDE DECOUVERTE DU LITTORAL</u>	2,00	2,00
<u>GUIDE VISITE PATRIMOINE</u>	2,00	2,00
<u>GOBELET CONSIGNE</u>	1,00	1,00
<u>BADGE</u>	1,00	1,00
<u>COLORIAGE « Une journée à la pêche » - Collection Coloriage, Editions Millefeuille</u>	2,50	2,50
<u>LIVRE « Tibère à la pêche ! » - Collection Patrimoine maritime, Editions Millefeuille</u>	7,00	7,00
<u>LOCATION PÊCHERIE</u>		-
<u>LA JOURNEE:</u>	31,00	31,00
<u>LE WEEK-END : (samedi et dimanche)</u>	62,00	62,00
<u>BILLETTERIE</u>		-
<u>SPECTACLE organisé par la commune</u> (Théâtre, animation de plein air)	gratuit	gratuit

NOS PRESTATIONS DE SERVICE ET NOS TARIFS

PRESTATAIRES TOURISTIQUES	
Pack : prestation de service de base	Tarif
1. Un espace sur le site web de l'Office. Fiche personnalisée avec plusieurs photos, descriptif,	50 € par an
2. Un espace dans la brochure de l'Office. Encart	
3. Un accompagnement à vos projets. Possibilité de conseil et d'accompagnement de votre projet, dans la limite de deux rendez-vous personnalisés d'une heure à l'Office ou sur place	
4. Droit de mise à disposition des photos ou des galeries photos. (via une simple demande écrite	

Période du 1er octobre au 31 décembre 2014

COMMERCES ET ARTISANS	
Pack : prestation de service de base	Tarif
1. Une citation sur le site web de l'Office. Nom, coordonnées, lien web, géolocalisation, photo	40 € par an
2. Une citation dans la brochure de l'Office. Nom, coordonnées	
3. Un accompagnement de vos projets. Possibilité de conseil et d'accompagnement de votre projet, dans la limite de deux rendez-vous personnalisés d'uneheure à l'Office ou sur place	
ASSOCIATIONS PLAINAISES	
Pack : prestation de service de base	Tarif
1. Relais communication des manifestations (à vocation touristique) sur le site web et les éditions de l'Office	gratuit
2. Un accompagnement de vos projets. Possibilité de conseil et d'accompagnement de votre projet, dans la limite de deux rendez-vous personnalisés d'uneheure à l'Office ou sur place	20 €
3. Partenariat de communication plus approfondi (article sur le blog de l'OT+1 "coup de coeur" sur site web + un zoom sur un guide des manifestations)	40 €
SITES TOURISTIQUES/LOISIRS HORS COMMUNE	
Pack : prestation de service de base	Tarif
1. Une citation sur le site web de l'Office. Nom, coordonnées, lien web, une photo	50 € par an
2. Une citation dans la brochure de l'Office. Nom, coordonnées, une photo	
EXPOSITION MENSUELLE DANS L'ESPACE ACCUEIL DE L'OFFICE DE TOURISME (individuels ou	
Pack : prestation de service de base	Tarif
1. Espace d'exposition	15€/mois (à partir du 1er juillet 2015)
2. Plan de communication (supports de communication relatifs, dossier de presse, article sur le blog de l'Office,	
3. Couverture par l'assurance	
4. Un vernissage trimestriel	
NOS PRESTATIONS « PLUS »	
Les Prestations "plus"	Tarifs
1. Zoom dans une brochure de l'Office	50€ la page - 30€ la
2. Un atelier thématique animé par l'Office de	10 € l'atelier
3. Un accompagnement de vos projets. Un rendez-vous supplémentaire d'une heure à l'Office ou sur place	10 € l'heure
4. Un espace « bon plan » ou « coup de coeur » (site web ou brochure)	20€/mois

Délibération N° V-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Vote du budget primitif 2015 – Panneaux photovoltaïques

Monsieur le Maire présente le projet de Budget Primitif annexe « PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES » 2015 validé par la commission de finances le 1^{er} décembre 2014 (annexe délib. V.13.2014)

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis de la commission des finances du 1^{er} décembre 2014,
Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve le projet de budget primitif annexe « PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES » 2015.

Les sections d'exploitation et d'investissement s'équilibrent, tant en dépenses qu'en recettes, comme suit :

- Section d'exploitation :	7 796 €.
- Section d'investissement	4 792 €.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 30 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° VI-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.
Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Vote du budget primitif 2015 – Ports

Monsieur le Maire présente le projet de Budget Primitif annexe « PORTS » 2015 validé par la commission de finances le 1^{er} décembre 2014 (**annexe délib. VI.13.2014**)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission des finances du 1^{er} décembre 2014,
Vu l'avis du conseil portuaire du 8 décembre 2014,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve le projet de budget primitif annexe « PORTS » 2015.

Les sections d'exploitation et d'investissement s'équilibrent, tant en dépenses qu'en recettes, comme suit :

- Section d'exploitation : 505 500 €.
- Section d'investissement 211.600 €.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 30 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° VII-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.
Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Tarifs portuaires 2015

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la proposition de la Commission de Finances, réunie le 1er décembre 2014, d'appliquer une majoration de 2 % sur les tarifs portuaires à compter du 1er janvier 2015.

Le Conseil Municipal, est appelé à se prononcer sur ces tarifs.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission de finances,
Vu l'avis du conseil portuaire en date du 8 décembre 2014,
Vu le tableau détaillé des tarifs proposés à compter du 1er janvier 2015,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve les tarifs portuaires applicables à compter du 1er janvier 2015, tels qu'ils sont annexés à la présente délibération (**annexe délib. VII.13.2014**).

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 22 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD



Annexe délib. VII.13.2014

PORT DE PLAISANCE ET DE PECHE DE GRAVETTE**TARIFS 2015 VOTES****Plaisance et Professionnels de la plaisance*****TVA 20%**

TARIF T.T.C		Forfait Année	Forfait Haute Saison	Forfait Basse Saison	Mensuel		Semaine	Journée
A	Moins 5 m	706 €	632 €	315 €	225 €	60 €	73 €	9 €
B	5 à 5,99 m	737 €	661 €	361 €	287 €		90 €	11 €
C	6 à 6,99 m	1 051 €	976 €	422 €	347 €		120 €	18 €
D	7 à 7,99 m	1 247 €	1 096 €	466 €	361 €	79 €	137 €	20 €
E	8 à 8,99 m	1 277 €	1 127 €	498 €	376 €		144 €	21 €
F	9 à 9,99 m	1 308 €	1 158 €	541 €	390 €		150 €	22 €
G	10 à 12 m	1 502 €	1 350 €	585 €	408 €	97 €	158 €	23 €

* professionnels de la plaisance assujettis à la taxe professionnelle sur la commune

Mytiliculture

TARIF TTC	Forfait année
	Chaland
Bateau inférieur à 14 m	1 032 €
Bateau de 14 à 16,99 m	1 249 €
Bateau de 17 à 23 m	1 630 €

Grutage des viviers	Montant
Moins de 6 m	55 €
6 m - 7,99 m	60 €
8 m - 9,99 m	74 €
10 m - 12 m	89 €

Pêche

TARIF H.T. **		Forfait Année	Forfait Haute Saison	Forfait Mensuel	Forfait Semaine	Forfait Journée
A / B	Moins de 6 m	539 €	388 €	90 €	15 €	5 €
C / D	de 6 m à 7,99 m	675 €	509 €	105 €	32 €	7 €
E / F	de 8 m à 12 m	942 €	629 €	119 €	46 €	8 €

** Professionnels bénéficiant de la franchise TVA

Mouillage entrée de port visiteur

Toutes catégories	9 €
-------------------	-----

Légende

Année	Janvier à Décembre
Haute Saison	Avril à Septembre
Basse Saison	Octobre à Mars
Place Visiteur	stationnement limité à 7 nuits

Badges et commandes à distance	
Renouvellement d'un badge attribué au titre du contrat de location d'un emplacement	20 €
Caution pour attribution d'un badge pour contrat temporaire . Pas de caution pour les contrats annuels	20 €
Renouvellement d'une commande à distance (uniquement pour les professionnels)	60 €



PORT DE PLAISANCE ET DE PECHE DE GRAVETTE

TARIFS 2015 VOTES



Grutage		Carénage (bers inclus)*		titulaire d'un droit de place dans le port
Mise à terre ou à flot		Terre plein : 5 j	Majoration par Périmètre grue : 2 j	
Moins de 6 mètres	60 €	136 €	30 €	
De 6 à 7,99 m	67 €	148 €	30 €	
de 8 à 9,99 m	84 €	182 €	30 €	
10 et plus	97 €	209 €	30 €	

La charge maximum de levage de la grue est de 5300 kg

Grutage		Carénage (bers en sus)*		non titulaire d'un droit de place dans le port bers et terre-plein non inclus
Mise à terre ou à flot		Terre plein : 5 j	Majoration par Périmètre grue : 2 j	
Moins de 6 mètres	75 €	175 €	39 €	
De 6 à 7,99 m	84 €	191 €	39 €	
de 8 à 9,99 m	104 €	234 €	39 €	
10 et plus	121 €	268 €	39 €	

La charge maximum de levage de la grue est de 5300 kg

Temps limité	Terre-plein	5 Jours
--------------	-------------	---------

Cale de mise à l'eau

Mise à l'eau	Journée	16 €
Abonnement	Semaine	51 €
Abonnement	Mensuel	83 €
Abonnement	Annuel	130 €

Mâtage / Démâtage

Mise à disposition de la grue et grutier	20 €
non titulaire emplacement	29 €

Location de bers

Mise à disposition d'un moyen de calage du navire		
titulaire emplacement	Jour	20 €
non titulaire emplacement	Jour	29 €

Travaux divers et main d'oeuvre

Jours et Heures ouvrés	1/2 h	26 €
Hors J et H ouvrés	Forfait 1 h	74 €
J. Fériés, Nuit (20h - 8h)	Forfait 1 h	120 €
	1/2 sup	47 €

Manutention avec Parklèv (sur terre plein hors cale)

Dans l'enceinte portuaire (aller et retour)	Forfait	59 €
---	---------	------

Stationnement sur terre-plein

Le stationnement est limité dans la période : 10 Octobre-30 Avril	1 Semaine	15 €
	Semaine sup	31 €

Remorquage

Sur le plan d'eau	Forfait	12 €
-------------------	---------	------

Raccord de prise pour borne de quai

Prêt gratuit	Caution	28 €
--------------	---------	------

Frais de traitement facturation

Suite manutentions	Opération	5 €
--------------------	-----------	-----

Toute demi-heure commencée est due

Manutention des bateaux jusqu'à 15 tonnes avec le PARKLEV (avec mise en ou hors d'eau)

Catégorie de bateau	Prix 2015 de la manutention
A-B (moins de 6m)	112 €
E-F (de 8 à 9.99m)	168 €
C-D (de 6 à 7.99m)	140 €
G (de 10m à plus)	210 €

TARIFS 2015 VOTES

PORT DU CORMIER

Plaisance

T. T. C.

	Forfait Saison	Tarif Mensuel	Tarif Semaine	Tarif Nuitée
Moins 5,50 m	201 €	84 €	37 €	6 €
5,50 à 6,50 m	297 €	124 €	43 €	7 €

Saison

Du 1er Avril au 30 septembre

Délibération N° VIII-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Avenant travaux réhabilitation du presbytère en Office du tourisme

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 février 2014 approuvant le projet (PRO) des travaux de l'Office de tourisme et autorisant monsieur le Maire à lancer une consultation en procédure adaptée pour la réalisation des travaux,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 juillet 2014 attribuant le marché de travaux de réhabilitation du Presbytère en Office de Tourisme,

Considérant l'exécution des travaux,

Considérant la nécessité de réaliser un tirant pour stabiliser la charpente en phase de démolition et de mise en place des planchers,

Considérant la proposition d'avenant d'un montant de 570 € HT transmise par Madame TROFFIGUÉ architecte et maître d'œuvre de l'opération concernant le lot 3 « gros œuvre » attribué à la SAS PEDEAU Bâtiment TP,

Considérant l'avis de la commission « bâtiments communaux »,

Considérant que cet avenant entraîne une augmentation de 0,10% du montant global du marché qui passe à 557 265,32 € HT,

Entendu l'exposé de M. René BERTHE,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant 1 du lot 3 « gros œuvre » pour une plus-value de 570 € HT. Le montant initial de ce lot attribué à la SAS PEDEAU Bâtiment TP s'élevait à 94 900 € HT. Suite à cet avenant il passe à 95 470 € HT.

Adopté à la majorité absolue par 24 voix pour et 2 contre

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° IX-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Avenant travaux Ilot de la Poste

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 novembre 2011 approuvant le programme de l'opération,

Vu la délibération du Conseil municipal du 17 octobre 2013 attribuant le marché de travaux « Îlot de la Poste »

Vu la délibération du Conseil municipal du 13 octobre 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer les avenants 3 et 4 du lot 3 « gros œuvre »,

Vu la délibération du Conseil municipal du 17 novembre 2014 autorisant Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 du lot 2 « Espaces verts » et l'avenant 4 du lot 7 « menuiseries extérieures »,

Considérant l'exécution des travaux,

Considérant les propositions d'avenants en plus-value transmis par Monsieur DRODELOT architecte et maître d'œuvre de l'opération concernant les lots suivants :

- lot 2 « espaces verts » attribué à l'entreprise VERDE TERRA projet d'avenant n°2 pour un coût de 1 485 € HT,
- lot 3 « gros œuvre » attribué à la SAS PEDEAU Bâtiment TP projets d'avenant n°5 pour une plus-value de 1 660 € HT,
- lot 7 « menuiseries extérieures » attribué SARL ALAIN DAVID projet d'avenant n°5 pour une prestation de 522 € HT

Considérant l'avis de la commission « bâtiments communaux »,

Considérant que le cumul des avenants entraîne aussi une augmentation de 3,74 % de l'ensemble des travaux de l'opération, le montant global du marché passe à 1 576 164,85 € HT.

Entendu l'exposé de M. René BERTHE,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer :

- L'avenant n°1 du lot 2 « espaces verts » pour une plus-value de 1 485 € HT. Le montant initial de ce lot attribué à l'entreprise VERDE TERRA s'élevait à 153 902,35 € HT. Suite à cette proposition d'avenant il passe à 156 662,35 € HT,
- L'avenant n°5 du lot n°3 « gros œuvre » pour un montant de 1 660 € HT. Le montant initial de ce lot attribué à SAS PEDEAU Bâtiment TP s'élevait à 488 124,81 € HT. Suite aux avenants acceptés par le conseil municipal il passe à 506 570,80 € HT,
- L'avenant n°5 du lot n°7 « menuiseries extérieures » pour une prestation de 522 € HT. Le montant du marché initial de ce lot attribué à la SARL ALAIN DAVID s'élevait à 133 020 € HT. Suite aux avenants acceptés par le conseil municipal il passe à 138 047,25 € HT.

Adopté à la majorité absolue par 20 voix pour, 3 abstentions et 3 contre

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

INTERCOMMUNALITE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014

Délibération N°X-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, , Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Vu l'article D2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,

Vu le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable d'Atlantic'eau,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Atteste avoir pris connaissance du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable d'Atlantic'eau.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N°XI-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Vu l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Atteste avoir pris connaissance du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers de la Communauté de communes de Pornic.

Dit que ce rapport est mis à disposition du public (sur place en mairie et par voie d'affiche apposée pendant un mois).



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N°XII-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, , Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Vu l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Atteste avoir pris connaissance du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la Communauté de communes de Pornic.

Dit que ce rapport est mis à disposition du public (sur place en mairie et par voie d'affiche apposée pendant un mois).



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N°XIII-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, , Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Présentation du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Vu l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif,

Débat :

Monsieur Ludovic LE GOFF s'interroge à propos du nombre important d'installations non conformes.

Madame Thérèse COUEDEL : « beaucoup d'installations ne sont pas contrôlées, on pourrait donc penser qu'il y a des installations non conformes supplémentaires.

Messieurs BENARD et BAHUAUD répondent que ce n'est pas un nombre important, cela reste correct. Pour les installations contrôlées et non contrôlées on aurait les mêmes ratios. Les contrôles visent à obtenir des mises en conformité.

Madame Thérèse COUEDEL demande de quels moyens on dispose pour cela.

Monsieur le Maire répond qu'en application du Code de la santé publique des mises en demeure non suivies d'effet peuvent conduire à des pénalités.

Monsieur Daniel BENARD ajoute qu'en cas de vente, le propriétaire doit exécuter les travaux dans un délai d'un an, ce délai est de 4 ans dans les autres cas.

Monsieur le Maire précise qu'environ 25 % des non conformités sont susceptibles de causer des pollutions. « Parfois, c'est juste un maque de ventilation ».

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Atteste avoir pris connaissance du rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif de la Communauté de communes de Pornic.

Dit que ce rapport est mis à disposition du public (sur place en mairie et par voie d'affiche apposée pendant un mois).



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

PERSONNEL

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014**

Délibération N°IX-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, , Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUEDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Modification du tableau des effectifs

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Considérant la nécessité de procéder au recrutement du personnel permettant d'assurer le fonctionnement de la Médiathèque,

Considérant que l'ouverture de la nouvelle médiathèque prévue au printemps 2015 implique le recrutement d'un agent à mi-temps à compter du 1^{er} janvier 2015,

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Entendu l'exposé du maire,

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide de modifier le tableau des effectifs à compter du 1er janvier 2015, comme suit :

- création d'un poste d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe à mi-temps,

La modification du tableau des effectifs ainsi adoptée prendra effet à compter du 1er janvier 2015.

Les crédits nécessaires à la rémunération des agents de la médiathèque seront inscrits au budget primitif 2015.

Adopté à la majorité absolue par 22 voix pour, 2 contre et 3 abstentions

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 24 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° XI-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Modification du tableau des effectifs

Le Maire, rappelle à l'assemblée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu les avis de la commission administrative paritaire du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du 24 novembre 2014,

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la délibération modifiant le tableau des emplois en date du 17 novembre 2014 ;

Considérant la nécessité de :

- supprimer un poste d'ingénieur à temps complet et créer un poste d'ingénieur principal à temps complet en raison d'un avancement de grade au titre de l'année 2014
- supprimer un poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet et créer un poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet en raison d'un avancement de grade au titre de l'année 2014.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Décide d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

S'engage à inscrire les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 22 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

TOURISME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2014

Délibération N° V-a-11-2014

L'an deux mille quatorze, le treize octobre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le premier octobre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Isabelle LERAY, Ollivier LERAY, Benoît PACAUD, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ, Meggie DIAIS, Valérie ROUILLÉ, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Danièle VINCENT qui a donné pouvoir à Annie FORTINEAU,
Pierre-Louis GELY qui a donné pouvoir à Stéphane ANDRÉ,
Caroline GARNIER RIALLAND qui a donné pouvoir à Maryse MOINEREAU,
Murielle DOYEN qui a donné pouvoir à Jean-Pierre GUIHEUX,
Nathalie BOISSERPE qui a donné pouvoir à Vanessa ANDRIET,

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 22 Pouvoirs : 5 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Plan départementale des itinéraires de promenade et de randonnées (PDIPR) : GR 8

Mme FORTINEAU, adjointe en charge du tourisme, porte à la connaissance du Conseil le projet proposé par la Commune de La Plaine-sur-Mer pour l'inscription au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée de deux modifications sur l'itinéraire du GR8. Cet itinéraire s'étend sur la commune de La Plaine-sur-Mer.

Considérant que l'itinéraire proposé n'emprunte aucun des chemins ruraux appartenant au patrimoine privé de la commune ;

Considérant que l'inscription au PDIPR se fait par délibération du Conseil général ;

Après avoir pris connaissance du projet et en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Demande au Conseil général des modifications de l'itinéraire du GR8 au PDIPR conformément au tracé figurant sur carte IGN au 1/25 000ème annexée à la présente délibération.

- La présente délibération annule et remplace les anciens sentiers inscrits au PDIPR.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 21 octobre 2014 et de la publication le 20 octobre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° V-b-11-2014

L'an deux mille quatorze, le treize octobre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le premier octobre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Isabelle LERAY, Olivier LERAY, Benoît PACAUD, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ, Meggie DIAIS, Valérie ROUILLÉ, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Danièle VINCENT qui a donné pouvoir à Annie FORTINEAU,
Pierre-Louis GELY qui a donné pouvoir à Stéphane ANDRÉ,
Caroline GARNIER RIALLAND qui a donné pouvoir à Maryse MOINEREAU,
Murielle DOYEN qui a donné pouvoir à Jean-Pierre GUIHEUX,
Nathalie BOISSERPE qui a donné pouvoir à Vanessa ANDRIET,

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 22 Pouvoirs : 5 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Plan départementale des itinéraires de promenade et de randonnées (PDIPR) : circuit de la Tabardière

Mme FORTINEAU, adjointe en charge du tourisme, porte à la connaissance du Conseil le projet proposé par la Commune de La Plaine-sur-Mer pour l'inscription du circuit de la Tabardière au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée ;

Considérant que cet itinéraire s'étend sur la commune de La Plaine-sur-Mer et qu'il n'emprunte aucun des chemins ruraux appartenant au patrimoine privé de la commune ;

Considérant que l'inscription au PDIPR se fait par délibération du Conseil général ;

Après avoir pris connaissance du projet et en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Demande au Conseil général l'inscription de l'itinéraire « Circuit de la Tabardière » au PDIPR. Le tracé sur carte IGN au 1/25 000ème est annexé à la présente délibération.

- La présente délibération annule et remplace les anciens sentiers inscrits au PDIPR.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 21 octobre 2014 et de la publication le 20 octobre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

Délibération N° V-c-11-2014

L'an deux mille quatorze, le treize octobre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le premier octobre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Isabelle LERAY, Olivier LERAY, Benoît PACAUD, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ, Meggie DIAIS, Valérie ROUILLÉ, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Danièle VINCENT qui a donné pouvoir à Annie FORTINEAU,
Pierre-Louis GELY qui a donné pouvoir à Stéphane ANDRÉ,
Caroline GARNIER RIALAND qui a donné pouvoir à Maryse MOINEREAU,
Murielle DOYEN qui a donné pouvoir à Jean-Pierre GUIHEUX,
Nathalie BOISSERPE qui a donné pouvoir à Vanessa ANDRIET,

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 22 Pouvoirs : 5 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Plan départementale des itinéraires de promenade et de randonnées (PDIPR) : circuit du Port de Gravette

Mme FORTINEAU, adjointe en charge du tourisme, porte à la connaissance du Conseil le projet proposé par La commune de LA PLAINE SUR MER pour l'inscription du circuit du port de Gravette au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée ;

Considérant que cet itinéraire s'étend sur la commune de La Plaine-sur-Mer et qu'il emprunte des chemins ruraux appartenant au patrimoine privé de la commune affectés à l'usage du public ;

Etant entendu que Monsieur le Maire sollicite donc l'accord du conseil pour le passage de l'itinéraire sur les chemins concernés ;

Considérant que l'inscription au PDIPR se fait par délibération du Conseil général ;

Considérant que lorsque le maintien d'un chemin rural au PDIPR n'est pas possible, dans le cas d'aliénation ou de suppression, la commune doit informer le Conseil général et lui proposer un itinéraire de substitution, approprié à la pratique de la randonnée sans allonger le parcours de manière excessive ou diminuer sensiblement la qualité des paysages traversés ;

Après avoir pris connaissance du projet et en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Demande au Conseil général l'inscription de l'itinéraire « Circuit du Port de la Gravette » au PDIPR. Le tracé sur carte IGN au 1/25 000ème est annexé à la présente délibération.

- Autorise le passage de l'itinéraire sur les chemins ruraux suivants : AT0001 ; AX0001 ; AV0001 ; AW0001 ; AT0306.

- S'engage à informer préalablement le Conseil général dans le cas d'aliénation ou de suppression de chemins ruraux en lui proposant un itinéraire de substitution.

- S'engage à laisser les chemins ouverts et à les entretenir.
- La présente délibération annule et remplace les anciens sentiers inscrits au PDIPR.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 21 octobre 2014 et de la publication le 20 octobre 2014.



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014**

Délibération N° VII-12-2014

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine sur Mer, dûment convoqué le dix novembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,
Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoint
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Olivier LERAY, , Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUÉDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etait excusée

Madame Valérie ROUILLÉ, qui a donné pouvoir à Madame Josette LADEUILLE

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS

Adopté à l'unanimité

Le procès-verbal de la séance du 13 octobre 2014 est adopté à l'unanimité

Conseillers en exercice : 27 Présents : 26 Pouvoirs : 1 Votants : 27 Majorité absolue : 14

OBJET : Demande de classement de l'Office de tourisme

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de tourisme,

Vu l'arrêté du 12 novembre 2010 modifié par l'arrêté du 10 juin 2011 fixant les critères de classement de offices de tourisme,

Vu le décret n°98-1161 du 16 décembre 1998 relatif au classement des offices de tourisme ainsi que l'arrêté du 12 janvier 1999 fixant les normes de classement,

Vu les statuts de l'office de Tourisme de La Plaine sur mer approuvés par délibération du conseil municipal du 26 mars 2009,

Vu l'arrêté préfectoral du 2010 classant l'office de tourisme de La Plaine sur Mer en catégorie 2 étoiles pour une période de cinq ans à compter du 17 janvier 2010 ;

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler le classement de l'office de tourisme,

Considérant le transfert de l'office de tourisme dans les locaux entièrement rénovés de l'ancien presbytère prévu en juin 2015,

Considérant par ailleurs que le classement de l'Office conditionne la reconnaissance de la collectivité en tant que commune touristique classée,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Autorise le maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet le classement de l'Office de tourisme de la Plaine sur Mer en 3^{ème} catégorie.

Approuve la demande de classement en 3^{ème} catégorie présentée par l'Office de tourisme, telle qu'elle est annexée à la présente délibération, comportant une convention d'objectifs et de moyens.

S'engage à respecter toutes les obligations afférentes au classement sollicité, notamment à ouvrir l'Office de tourisme dans les conditions suivantes :

En juillet et août :

Du lundi au samedi : de 9h à 13h et de 14h à 18h

Le dimanche et jours fériés : de 9h à 13h

Hors saison :

Du mardi au vendredi : de 10h à 12h et de 15h à 17h

Le samedi : de 10h à 12h

Jours fériés : de 10h à 12h

Fermetures exceptionnelles : le 1er janvier, le 1er mai, le 1er et le 11 novembre et les semaines de Noël et Nouvel An.

Les jours et horaires d'ouverture répondent aux critères de classement de l'Office de Tourisme et ont été établis en tenant compte de la fréquentation touristique de la Ville.

L'office de tourisme s'engage à ouvrir son espace d'accueil au moins cent vingt jours par an, dont le samedi et le dimanche obligatoirement, en période de fréquentation touristique.

La période de fréquentation touristique est fixée du 1er juillet au 31 août.

Il est également ouvert en sus lors des manifestations événementielles sur sa zone géographique d'intervention.

Autorise le Maire ou l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette demande de classement qui sera formulée auprès du représentant de l'Etat.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 24 novembre 2014 et de la publication le 24 novembre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

VOIRIE

Délibération N° X-13-2014

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre à vingt heures trente, le Conseil municipal de la commune de La Plaine Sur Mer, dûment convoqué le cinq décembre, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BAHUAUD, Maire.

Etaient présents :

Michel BAHUAUD, maire,

Annie FORTINEAU, René BERTHE, Danièle VINCENT, Daniel BENARD, Séverine MARCHAND, Patrick FEVRE, Adjoints
Jean-Pierre GUIHEUX, Jacky VINET, Josette LADEUILLE, Maryse MOINEREAU, Pierre-Louis GELY, Isabelle LERAY,
Caroline GARNIER RIALLAND, Benoît PACAUD, Ollivier LERAY, Ludovic LE GOFF, Stéphane ANDRE, Catherine DAUVÉ,
Murielle DOYEN, Meggie DIAIS, Thérèse COUËDEL, Jean GÉRARD, Nathalie BOISSERPE, Vanessa ANDRIET, Gaëtan LERAY.

Etaient excusés

Madame Caroline GARNIER-RIALLAND, qui a donné pouvoir à Madame Maryse MOINEREAU,
Madame Catherine DAUVÉ.

Désignation de la secrétaire de séance : Meggie DIAIS.

Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 17 novembre 2014 est adopté à l'unanimité.

Conseillers en exercice : 27 - Présents : 25 Pouvoirs : 1 - Votants : 27 - Majorité absolue : 14

OBJET : Dénomination de voie : prolongement de la rue de l'Eglise

Considérant la nécessité de dénommer la portion de voie desservant la salle des Rosiers, et située en amont des n°1 de la Place Ladamirault et de la rue Joseph Rousse, afin d'en faciliter la localisation notamment pour les véhicules de secours et les différentes administrations,

Considérant la configuration des lieux et le sens de numérotation existante des voies les plus proches,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la Commission Voirie en date du 30 octobre 2014,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal,

Emet un avis favorable pour prolonger la Rue de l'Eglise sur la portion de voie desservant la salle des Rosiers.

Dit que la présente délibération sera transmise aux différentes administrations afin d'intégrer le nom de la rue dans leur adressage.

Adopté à l'unanimité

Certifié exécutoire par le maire compte tenu de la transmission en sous-préfecture le 22 décembre 2014 et de la publication le 19 décembre 2014.
--



Monsieur Le Maire,
Michel BAHUAUD

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Michel BAHUAUD", written over a horizontal line.

Partie II

Décisions du Maire par délégation

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2014

Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire informe le Conseil municipal des dernières décisions prises en matière financière.

N°DDM01-11-2014

Objet : TRAVAUX REMPLACEMENT PORTES ESPACE SPORTS ET LOISIRS

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoir accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant la nécessité de remplacer les portes de l'espace « sports et loisirs »,

DECIDE :

Article 1 : D'accepter le devis de l'entreprise MERIAU aluminium qui propose d'effectuer les travaux pour un montant de 14 043,76 € HT.

Article 2 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



N°DDM02-11-2014

Objet : TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU RESEAU D'EAU PLUVIAL COTE STADE

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoir accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant que les travaux de voirie côté Stade ont permis de découvrir que des racines ont endommagé les canalisations existantes d'eaux pluviales»,

Considérant la nécessité de les remplacer,

DECIDE :

Article 1 : D'accepter le devis de l'entreprise GAROT TP qui propose d'effectuer les travaux pour un montant de 8 441,58 € HT.

Article 2 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



N°DDM03-11-2014

Objet : DEPLACEMENT D'UN SUPPORT ET D'UN COFFRET DE RESEAU ELECTRIQUE

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoir accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant la modification du point d'arrêt des cars scolaires boulevard des Nations Unies,

DECIDE :

Article 1 : De déplacer le support et le coffret de réseau électrique

Article 2 : D'accepter le devis d'ERDF qui propose d'effectuer les travaux pour un montant de 12 491,06 € HT.

Article 3 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



N°DDM04-11-2014

Objet : MISE EN SOUTERRAIN DU RESEAU TELEPHONIQUE COTE STADE

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoir accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant le déplacement du support électrique boulevard des Nations Unies, qui comportait aussi le réseau téléphonique,

DECIDE :

Article 1 : De mettre en souterrain la ligne du stade,

Article 2 : D'accepter le devis d'Orange qui propose d'effectuer les travaux pour un montant de 337,01 € HT.

Article 3 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



N°DDM05-11-2014

Objet : EXTENSION RESEAU ELECTRIQUE BD CHARLES DE GAULLE

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoir accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant la proposition du SYDELA d'effectuer les travaux de raccordement électrique boulevard des Nations Unies,

DECIDE :

Article 1 : D'accepter les modalités financières proposer par le SYDELA indiquant à la commune une participation d'un coût de 1 664 € HT.

Article 2 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



N°DDM06-11-2014

Objet : DEPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR TELEPHONIQUE PRIVE DU PRESBYTERE

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoir accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant l'évolution du chantier de transfert de l'Office du tourisme dans le Presbytère,

Considérant la nécessité de déplacer l'autocommutateur téléphonique relié à la bibliothèque et l'Office du tourisme d'hiver,

DECIDE :

Article 1 : De solliciter ORANGE pour effectuer les travaux,

Article 2 : D'accepter le devis d'intervention d'un montant de 622,26 € HT pour réaliser ce déplacement

Article 3 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



N°DDM07-11-2014

Objet : TRAVAUX DE MAÇONNERIE SUITE AU REMPLACEMENT DU CHAUFFAGE DE L'EGLISE

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoir accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Vu le résultat de la consultation pour les travaux de remplacement du chauffage de l'église,

Vu la décision du Maire n° DDM01-1-2014 d'attribuer le lot 2 « chauffage » à l'entreprise Génie Thermique Climatique pour un montant de 40 263 € HT, de déclarer le lot 1 « gros œuvre/maçonnerie » infructueux et d'interroger des entreprises locales susceptibles de répondre sur ce lot,

Considérant la nécessité de remettre en état le chauffage de l'église,

DECIDE :

Article 1 : D'accepter le devis de l'entreprise Daniel PACAUD représentant un montant de 8 818 € HT pour les travaux de gros œuvre/maçonnerie comprenant les travaux dans la chaufferie, la modification de la porte de la chaufferie et l'aménagement d'un local « citerne » autour du réservoir existant dans le local adjacent à la chaufferie.

Article 2 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



N°DDM08-11-2014**Objet : LISTE DES ACHATS DE MATERIELS DEPUIS LE DERNIER CONSEIL MUNICIPAL - DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoirs accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant les dépenses d'investissement engagées en matière d'achat de matériels et de terrains,

DECIDE :

Article 1 : compte tenu des prévisions budgétaires 2014, les achats de matériels et de terrains listés ci-dessous sont réalisés :

BUDGET COMMUNE

Articles comptables	Objet	Montant en € TTC	Date de Mandatement
Article 2152 : Installations de voirie	achat 9 appuis vélos	1 357,80 € TTC	18/09/2014
Article 2184 : Mobilier	lot 3 bancs gigognes+1 présentoir	715,81 € TTC	23/09/2014

conseil municipal.

Article 2 : De communiquer la présente décision au

Le Maire,
Michel BAHUAUD

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2014****N°DDM01-12-2014****Objet : LISTE DES ACHATS DE MATERIELS DEPUIS LE DERNIER CONSEIL MUNICIPAL - DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoirs accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant les dépenses d'investissement engagées en matière d'achat de matériels et de terrains,

DECIDE :

Article 1 : compte tenu des prévisions budgétaires 2014, les achats de matériels et de terrains listés ci-dessous sont réalisés :

BUDGET COMMUNE

Articles comptables	Objet	Montant en € TTC	Date de Mandatement
Article 2184 : Mobilier	achat tableau à roulettes pour l'école	430,93 € TTC	14/10/2014
Article 2188 : Autres Matériels	Moyen de communication radio	532,79 € TTC	10/11/2014

Article 2 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS DU MAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2014**

N°DDM01-13-2014

Objet : LISTE DES ACHATS DE MATERIELS DEPUIS LE DERNIER CONSEIL MUNICIPAL - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Le Maire de la Commune de la Plaine sur mer,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant la délégation de pouvoirs accordée par le conseil municipal au Maire,

Vu la délibération n° VII. A - 5 – 2014, en date du 14 avril 2014 par laquelle le conseil municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines des décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé,

Vu le budget principal 2014,

Considérant les dépenses d'investissement engagées en matière d'achat de matériels et de terrains,

DECIDE :

Article 1 : compte tenu des prévisions budgétaires 2014, les achats de matériels et de terrains listés ci-dessous sont réalisés :

BUDGET COMMUNE

Articles comptables	Objet	Montant en € TTC	Date de Mandatement
Article 21568 : Autres matériel et outillage d'incendie et défense civile	Extincteur îlot des Rosiers	295.44 € TTC	11/12/2014
Article 21578 : Autres matériel et outillage de voirie	Illuminations de Noel	4720.83 € TTC	20/11/20214
Article 2161 : Œuvres d'art	Œuvre d'art expo Médiathèque	360.00 € TTC	18/11/2014

Articles comptables	Objet	Montant en € TTC	Date de Mandatement
Article 2183 : Matériel de bureau et informatique	Ordinateur du Maire	1 010.94 € TTC	25/11/2014
	3 ordinateurs portables pour l'école publique	1 500.00 € TTC	11/12/2014
Article 2184 : Mobilier	Mobilier classe maternelle et bancs avec dossiers classe GS	3123.51 € TTC	20/11/2014
	1 table et deux tabourets pour école publique	159.22 € TTC	12/12/2014
Article 2188 : Autres Matériels	Moyen de communication radio	532,79 € TTC	10/11/2014

Article 2 : De communiquer la présente décision au conseil municipal.

Le Maire,
Michel BAHUAUD



Partie III

Arrêtés du Maire

ARRETE DE CIRCULATION n° PM 168/2014

Extension ERDF sous accotement et sous chaussée – Allée de La Martinique

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux en date du **30 septembre 2014** formulée par l'entreprise **LUCITEA ATLANTIQUE – ZAC des Rochettes 44550 – MONTOIR de BRETAGNE**

Considérant que pour permettre la réalisation de travaux d'extension ERDF sous accotement et sous chaussée, il convient de réglementer la circulation et le stationnement au droit du chantier, **Allée de La Martinique**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **LUCITEA ATLANTIQUE** est autorisée à réaliser des travaux d'extension ERDF sous accotement et sous chaussée, **Allée de la Martinique**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 13 octobre 2014** et pour une durée de **20 jours**, la circulation automobile sera alternée en demi-chaussée au droit du chantier. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **LUCITEA ATLANTIQUE**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **LUCITEA ATLANTIQUE**

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 7 octobre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 169/2014

Réalisation d'un raccordement d'eau potable - Avenue des Sports.

(Raccordement en eau potable de l'Ilot de la Poste).

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêté de circulation en date du **7 octobre 2014** formulée par l'**entreprise SARC (Société Armoricaïne de Canalisations) – 1 avenue du chêne Vert – BP 85323 – 35653 LE RHEU CEDEX**

Considérant que pour permettre la réalisation du raccordement en eau potable de l'Ilot de la Poste il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SARC (Société Armoricaïne de Canalisations)** est autorisée à réaliser un raccordement en eau potable au profit de **l'Ilot de la Poste**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du jeudi 8 octobre 2014** et pour une durée estimée à **une semaine**, la circulation automobile sera interdite boulevard des Nations-Unies, dans une portion comprise entre l'intersection de l'avenue des Sports **et le** giratoire du Fort-Gentil. Une déviation sera mise en place en amont et en aval du chantier par l'avenue des sports. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté. L'accès aux véhicules de secours sera préservé durant toute la phase des travaux.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **SARC**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **SARC**
- Monsieur le Président de la communauté « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le directeur de l'agence COVED Pornic.

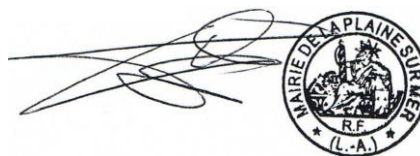
Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 8 octobre 2014

Pour le Maire

L'Adjoint Délégué

René BERTHE.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 170/2014

Réalisation d'un branchement eaux usées – 15 bis rue de la Haute Musse

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Arrêté Temporaire en date du **8 octobre 2014** formulée par l'entreprise **SAUR – 7 rue Pasteur – 44310 SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement eaux usées **15 bis rue de la Haute Musse** il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SAUR** est autorisée à réaliser un branchement eaux usées **15 bis rue de la Haute Musse**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 20 octobre 2014** et pour une durée de **2 jours**, la circulation automobile et le stationnement seront interdits au droit du chantier **rue de la Haute Musse**. Une déviation sera mise en place en amont et en aval du chantier. L'accès aux véhicules de secours et aux riverains sera préservé.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera entretenue par l'entreprise **SAUR**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise SAUR
- Monsieur le Chef de Centre du centre de secours La Plaine / Préfailles
- Monsieur le Président de la communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire.
- Monsieur le directeur de l'agence COVED Pornic.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 9 octobre 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 171/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – 4 rue de Joalland

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **15 octobre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain au profit de Monsieur GROLLIER Jean-Michel, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **4 rue de Joalland**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **4 rue de Joalland**, afin de desservir la propriété de Monsieur GROLLIER Jean-Michel. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 10 novembre 2014** et pour une durée de **19 jours**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés **4 rue de Joalland**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 15 octobre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 172/2014

Réalisation d'une réparation de conduite d'eau potable Boulevard des Nations-Unies.

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêt de circulation en date du **15 octobre 2014** formulée par l'**entreprise SARC (Société Armoricaïne de Canalisations) – 1 avenue du chêne Vert – BP 85323 – 35653 LE RHEU CEDEX**

Considérant que pour permettre la réparation d'une conduite d'eau potable installée pour desservir l'Ilot de la Poste, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SARC (Société Armoricaïne de Canalisations)** est autorisée à réaliser une réparation sur une conduite d'eau potable, boulevard des Nations-Unies, dans une portion comprise entre l'intersection de l'avenue des Sports et le giratoire du fort-Gentil. . Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 20 octobre 2014** et pour une durée estimée à **une semaine**, la circulation automobile sera interdite boulevard des Nations-Unies, dans une portion comprise entre l'intersection de l'avenue des Sports et le giratoire du Fort-Gentil. Une déviation sera mise en place en amont et en aval du chantier par l'avenue des sports. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté. L'accès aux véhicules de secours sera préservé durant toute la phase des travaux.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **SARC**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **SARC**
- Monsieur le Président de la communauté « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le directeur de l'agence COVED Pornic.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 16 octobre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 173/2014

Travaux d'enrobé – Boulevard des Nations Unies.

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêté de police de la circulation en date du **14 octobre 2014** formulée par l'entreprise

GAROT – ZAC des Rochettes – BP 41 – 44550 MONTOIR DE BRETAGNE

Considérant que pour permettre la réalisation d'enrobé, il convient de réglementer la circulation et le stationnement, boulevard des Nations-Unies.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **GAROT** est autorisée à réaliser l'enrobé de la chaussée, Boulevard des Nations Unies. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **mercredi 22 octobre 2014** et pour une durée de **02 jours**, la circulation automobile boulevard des Nations-Unies sera interdite boulevard des Nations-Unies, dans une portion comprise entre l'intersection de l'avenue des Sports et le giratoire du Fort-Gentil. Une déviation sera mise en place en amont et en aval du chantier par l'avenue des Sports. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **GAROT**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté, seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Responsable du service de Police Municipale de La plaine sur Mer
- Monsieur le directeur de l'entreprise **GAROT**
- Monsieur le directeur de l'agence **COVED** Pornic.
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur Pays de Retz » en charge du transport scolaire.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 16 octobre. 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 174/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain — rue de la Mazure

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **25 septembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation — 2 rue de Soweto — BP 40041 — 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **rue de la Mazure**.

A R R E T E

Article 1er: L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **rue de la Mazure**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2: A compter du **mercredi 22 octobre 2014** et pour une durée de **12 jours**, la circulation **automobile** s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés **rue de la Mazure**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4: Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à:

Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer

Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic

Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale

Monsieur le directeur de l'entreprise EGC Canalisation

Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire

Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
1e :

Fait à La Plaine-sur-Mer, le 20 octobre 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 174B/2014

Autorisation de stationnement pour un container de chantier – parking du chemin de la Fosse

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **14 octobre 2014**, formulée par **Monsieur PACAUD Daniel – entreprise de Maçonnerie – ZA La Musse – 44770 LA PLAINE SUR MER**

Considérant que pour permettre le stationnement d'un container de chantier sur le **parking du Chemin de la Fosse**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise de Maçonnerie PACAUD est autorisée à stationner un container de chantier sur le parking Chemin de la Fosse. Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 3 novembre 2014** et pour une durée **d'un mois**, un emplacement pour un container de chantier sera réservé sur le parking du chemin de la Fosse face au numéro 4.

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Compte-tenu de la configuration du site, le pétitionnaire devra veiller en toute circonstance à la sécurité du dispositif mis en place afin de préserver la libre circulation, le stationnement et la sécurité des usagers de la voie.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur PACAUD Daniel, Entreprise de Maçonnerie

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 21 octobre 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 175/2014

Déplacement support et coffret 2D – Boulevard des Nations Unies.

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêté de police de la circulation en date du **20 octobre 2014** formulée par l'entreprise

CEGELEC NANTES INFRAS – 5 rue Véga – 44470 CARQUEFOU Cedex

Considérant que pour permettre le déplacement d'un support et d'un coffret 2D, il convient de réglementer la circulation et le stationnement, boulevard des Nations-Unies.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **CEGELEC NANTES INFRAS** est autorisée à réaliser le déplacement d'un support et d'un coffret 2D, Boulevard des Nations Unies. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **mercredi 12 novembre 2014** et pour une durée de **21 jours**, la circulation automobile sera alternée, boulevard des Nations-Unies au droit du chantier. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **CEGELEC NANTES INFRAS**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté, seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Responsable du service de Police Municipale de La plaine sur Mer
- Monsieur le directeur de l'entreprise **CEGELEC NANTES INFRAS**
- Monsieur le directeur de l'agence **COVED** Pornic.
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur Pays de Retz » en charge du transport scolaire.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 24 octobre. 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 176/2014

Autorisation de stationnement pour un camion de déménagement

– 2 rue de la Libération. (Logement social « Ilot des rosiers »)

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **27 octobre 2014**, formulée par Monsieur LORHA Pierre, domicilié 7 la Roctière à La Plaine sur Mer

Considérant que pour permettre le stationnement d'un camion de déménagement, face au logement situé **2 rue de la Libération**, il convient de réglementer la circulation.

A R R E T E

Article 1er : Monsieur LORHA Pierre, pétitionnaire de la présente demande, est autorisée à stationner un camion de déménagement au droit du n° 2 de la rue de la Libération – « Ilot des Rosier » (voie Départementale 13). L'entreprise précitée devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **samedi 8 novembre 2014** et pour une durée d'une journée, un emplacement pour un véhicule de déménagement sera réservé au droit du logement situé au n° **2 de la rue de la Libération** (Logement social « Ilot des Rosiers ». L'emplacement réservé pour la circonstance n'est valable qu'une journée et ne pourra en aucun cas entraver la circulation des véhicules sur l'autre moitié de la chaussée.

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'agence COVED - PORNIC
- Monsieur LORHA Pierre, pétitionnaire

Copie conforme au Registre

Certifié exécutoire par le Maire

Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 29 octobre 2014

Le Maire

Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 177/2014

Adduction réseau télécom ORANGE – 11 chemin de la Saulzaie

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêté provisoire de circulation en date du **27 octobre 2014** formulée par **SODITEL-TP – 178, boulevard Pierre et Marie Curie BP 30015 – 44151 ANCENIS Cedex**

Considérant que pour permettre une adduction du réseau télécom ORANGE **11 chemin de la Saulzaie**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SODITEL-TP** est autorisée à réaliser une adduction du réseau télécom Orange **11 chemin de la Saulzaie**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 17 novembre 2014** et pour une durée de **5 jours**, la circulation automobile sera interdite au droit des travaux engagés, **Chemin de la Saulzaie**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté. L'accès aux propriétaires riveraines sera maintenu.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **SODITEL-TP**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise SODITEL-TP

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 29 octobre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 178/2014

Travaux de ravalement de façade

(Piquage de mur et pose d'enduit sur la façade Ouest d'une propriété cadastrée section BN 28 – 2 rue du Haut de La Plaine – Propriété AVERTY Christelle)

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Autorisation de Voirie réceptionnée en Mairie le **2 novembre 2014** et formulée par Madame AVERTY Christelle, propriétaire au n° 2 rue du Haut de La Plaine 44770 La Plaine sur Mer

Considérant que pour permettre la réalisation de travaux de ravalement de façade de la propriété cadastrée section BN 28, bordant l'accotement de la rue du Haut de La Plaine, au droit du n° 2, il convient de réglementer la circulation des usagers.

A R R E T E

Article 1er : Madame AVERTY Christelle, est autorisée à réaliser des travaux de ravalement sur la façade de sa propriété située **2 rue du Haut de La Plaine** (parcelle cadastrée **BN 28**). La pétitionnaire du présent arrêté devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 8 novembre 2014** et pour une durée de **8 jours**, des travaux de ravalement de la façade d'un immeuble situé **2 rue du Haut de La Plaine**, seront entrepris. L'emprise de l'échafaudage édifié ne pourra en aucun cas empiéter sur la chaussée. L'arrêt et le stationnement seront interdits au niveau des travaux susvisés dans le présent article. Les piétons devront cheminer sur l'accotement opposé durant toute la durée des travaux.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par la pétitionnaire du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire. Des feux à éclats devront être disposés en amont et en aval de l'échafaudage.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de **GENDARMERIE** de Pornic
- Monsieur le Responsable du service de **POLICE MUNICIPALE**
- Madame AVERTY Christelle, pétitionnaire

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 3 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DU MAIRE PM n° 179/2014

Le Maire de la Commune de La Plaine sur Mer

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route

Considérant l'impossibilité pour les mytiliculteurs d'utiliser le parking du port pour le stockage des pieux nécessaires au renouvellement des parcs à bouchots.

Considérant la demande formulée par le président du syndicat des mytiliculteurs afin de réserver un espace de stockage sur les places de stationnement situées en bordure Boulevard de la Tara entre la rue de Mouton et la rue du Lottreau, dans le but d'entreposer des lots de pieux en bois.

Objet :

Réservation d'un espace de stockage sur les places de stationnement situées boulevard de la Tara entre la rue de Mouton et la rue du Lottreau.

A R R E T E

Article 1er : Les places de stationnement situées boulevard de la Tara entre la rue de Mouton et la rue du Lottreau sont réservées au profit du stockage par les mytiliculteurs de lots de pieux en bois à partir du **lundi 10 novembre 2014 jusqu'au samedi 28 février 2015.**

Article 2 : Des panneaux et barrières seront mis en place par les services techniques communaux. Une matérialisation du site de stockage sera permanente **de jour comme de nuit**. Les mytiliculteurs devront manœuvrer avec un maximum de sécurité dans les opérations de manutentions entre la zone de stockage et les infrastructures portuaires. Les conducteurs d'engins devront circuler pour chaque rotation avec un dispositif lumineux réglementaire, type gyrophare de couleur orange. Le stationnement de véhicule, susceptible d'entraver l'accès au périmètre réservé, sera strictement interdit. Le site d'occupation devra être préservé par des moyens de protection adaptés afin d'éviter tout endommagement du revêtement bitumeux.

Article 3 : Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de La Plaine sur Mer, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, Monsieur le responsable des services techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic.
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale.
- Monsieur le Responsable des services techniques de la commune de La Plaine sur Mer.
- Monsieur BAUDET Hugo, Président de l'association syndicale des mytiliculteurs
- Monsieur BITARD Thierry, Président de l'association de la zone ostréicole du Marais

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
compte-tenu
de la publication le

Fait à La Plaine sur Mer, le 5 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 180/2014

Travaux d'assainissement – Boulevard du Pays de Retz – Chemin des Grands Prés.

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande par mail en date du **5 novembre 2014** formulée par l'entreprise **LOIRE TP ENVIRONNEMENT – 44680 SAINTE PAZANNE**

Considérant que pour permettre la réalisation de travaux d'assainissement Boulevard du Pays de Retz et Chemin des Grands Prés, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **LOIRE TP ENVIRONNEMENT** est autorisée à réaliser des travaux d'assainissement Boulevard du Pays de Retz et Chemin des Grands Prés. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du mercredi 12 novembre 2014 et pour une durée de 2 mois, la circulation automobile sera alternée en demie-chaussée au droit des travaux engagés, **Boulevard du Pays de Retz et interdite Chemin des Grands Prés**. Le stationnement sera interdit sur les deux voies au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté. L'accès aux secours et aux riverains sera maintenu.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **LOIRE TP ENVIRONNEMENT**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **LOIRE TP ENVIRONNEMENT**
- Monsieur le Président de la communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire.
- Monsieur le directeur de l'agence COVED Pornic.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 06 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 181/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – 75 Boulevard de la Prée

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **30 octobre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **75 Boulevard de la Prée**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **75 Boulevard de la Prée**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 1 Décembre 2014** et pour une durée de **12 jours**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés **75 Boulevard de la Prée**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 06 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 182/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – Boulevard du Pays de Retz/Chemin des Grands Prés

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **30 octobre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **Boulevard du Pays de Retz**.

ARRETE

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **Boulevard du Pays de Retz angle Chemin des Grands Prés**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 24 Novembre 2014** et pour une durée de **12 jours**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés **Boulevard du Pays de Retz**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 06 novembre 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 183/2014

Réalisation d'un réseau d'adduction d'eau potable – Route de La Gobtrie

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Arrêté de Circulation en date du **06 novembre 2014** formulée par l'entreprise **SARC – Société Armoricaïne de Canalisation – 1 Avenue du chêne vert – BP 85323 – 35653 LE RHEU**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un réseau d'adduction d'eau potable **route de la Gobtrie**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement en périphérie immédiate du chantier.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SARC – Société Armoricaïne de Canalisation** est autorisée à réaliser un réseau d'adduction d'eau potable **route de la Gobtrie**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 10 novembre 2014 jusqu'au vendredi 14 novembre 2014**, la circulation automobile et le stationnement **seront interdits route de la Gobtrie**.

Article 3 : L'accès à la **rue de la Gobtrie** sera conservé pour les services d'urgence, de gendarmerie, de police, pour les transports scolaire, la COVED et ainsi que pour les riverains,

Article 4 : Une déviation sera mise en place. La signalisation temporaire de chantier sera entretenue par l'entreprise **SARC – Société Armoricaïne de Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le Chef de Centre de Secours de La Plaine/Préfailles
- Monsieur le directeur de l'entreprise SARC – Société Armoricaïne de Canalisation
- Monsieur le Président de la communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire.
- Monsieur le directeur de l'agence COVED Pornic.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 7 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 184/2014

Adduction réseau télécom ORANGE – 159 Bd de la Tara

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêté provisoire de circulation en date du **4 novembre 2014** formulée par **SODITEL-TP – 178, boulevard Pierre et Marie Curie BP 30015 – 44151 ANCENIS Cedex**

Considérant que pour permettre une adduction du réseau télécom ORANGE **159 Boulevard de la Tara**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SODITEL-TP** est autorisée à réaliser une adduction du réseau télécom Orange **159 Boulevard de la Tara**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 24 novembre 2014** et pour une durée de **5 jours**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés **Boulevard de la Tara**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **SODITEL-TP**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise SODITEL-TP
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 13 novembre 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 185/2014

Autorisation de stationnement pour un camion de déménagement

– 2 rue de la Libération. (Logement social « Ilot des rosiers »)

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **13 novembre 2014**, formulée par Madame BERTHELOT Dominique, domiciliée 35 rue de La Libération à La Plaine sur Mer

Considérant que pour permettre le stationnement d'un camion de déménagement, au droit du **2 rue de la Libération**, il convient de réglementer la circulation.

A R R E T E

Article 1er : Madame BERTHELOT Dominique, pétitionnaire de la présente demande, est autorisée à stationner un camion de déménagement au droit du n° 2 de la rue de la Libération – « Ilot des Rosier » (voie Départementale 13). L'entreprise précitée devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du vendredi 14 novembre 2014 et pour une durée de deux jours, un emplacement pour un véhicule de déménagement sera réservé au droit du logement situé au n° **2 de la rue de la Libération** (Logement social « Ilot des Rosiers ». L'emplacement réservé pour la circonstance n'est valable que deux journées et ne pourra en aucun cas entraver la circulation des véhicules sur l'autre moitié de la chaussée.

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'agence COVED - PORNIC
- Madame BERTHELOT Dominique, pétitionnaire

Copie conforme au Registre

Certifié exécutoire par le Maire

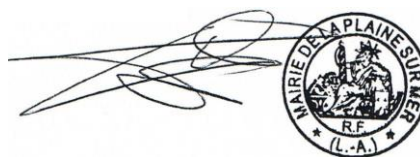
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 13 novembre 2014

Pour Le Maire,

René BERTHE

Adjoint aux Bâtiments.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 186/2014

Adduction réseau télécom ORANGE – 15 route de la Prée

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêté provisoire de circulation en date du **7 novembre 2014** formulée par **SODITEL-TP – 178, boulevard Pierre et Marie Curie BP 30015 – 44151 ANCENIS Cedex**

Considérant que pour permettre une adduction du réseau télécom ORANGE **15 route de la Prée**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SODITEL-TP** est autorisée à réaliser une adduction du réseau télécom Orange **15 route de la Prée**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 01 décembre 2014** et pour une durée de **5 jours**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés **Route de la Prée**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **SODITEL-TP**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise SODITEL-TP
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 13 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 187/2014

Création d'un arrêt matérialisé affecté aux véhicules de transport public de voyageurs (réseau « Lila ») – Boulevard des Nations-Unies (RD 96).

(Accotement enclavé au droit de la partie Est du parking de la Poste)

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route, notamment les articles **R. 417-10 § II 2°** et **R. 417-10 § IV**

Considérant les nouveaux aménagements urbains inclus dans les travaux de l'ilot de la Poste et la nécessité de créer un emplacement sécurisé affecté aux véhicules de transport public de voyageurs du réseau « Lila »

A R R E T E

Article 1 : A compter du 1^{er} décembre 2014, un arrêt spécifique affecté aux véhicules de transport public de voyageurs du réseau « Lila » sera opérationnel dans ses modalités de fonctionnement, boulevard des Nations-Unies, au droit de la partie Est du parking de la Poste). **L'arrêt et le stationnement** de tout véhicule n'appartenant pas à la catégorie énoncée dans le présent arrêté seront strictement interdits.

Article 2 : La signalisation et le marquage au sol réglementaire délimiteront l'emprise de l'espace affecté aux véhicules de transport public de voyageurs, dans la portion de voie départementale mentionnée dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux dispositions des articles **R. 417-10 § II 2°** et **R. 417-10 § IV** du code de la route. (**CAS 2 – 35 €**)

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de **GENDARMERIE de PORNIC**
- Monsieur le Responsable du service de **POLICE MUNICIPALE** de la PLAINE sur MER

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 18 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD



ARRETE DU MAIRE n° PM 188/2014

Le Maire de la Commune de La Plaine sur Mer

Vu le code Général des collectivités Territoriales, articles L.2211-1 L.2212-1 – L.2212-2 – L.2213-2 2°

Considérant la demande de la société de chasse de La Plaine / Préfailles, représentée par Monsieur Lucien CLAVIER, Président, relative à l'organisation d'une battue sur le territoire communal qui aura lieu le **samedi 29 novembre 2014**

Considérant la prolifération d'animaux sauvages nuisibles aux cultures

Considérant l'impérieuse nécessité de mettre en place un dispositif de sécurité pour l'organisation d'une battue, incluant les tirs à balles.

Objet : Organisation d'une battue le samedi 29 novembre 2014 par la société de chasse la Plaine / Préfailles.

A R R E T E

Article 1er : Samedi 29 novembre 2014, une battue pour lutter contre la prolifération d'animaux sauvages sur le territoire de la commune de La Plaine sur Mer est organisée par la société locale de chasse. Afin d'assurer une sécurité optimale dans le périmètre défini, les chemins et routes dénommés :

- | | |
|-------------------------------|-----------------------|
| -Chemin de la Treille | -Secteur RD 13 |
| -Chemin des Bouchots | -Secteur la Fendoire |
| -Secteur La Briandière | -Secteur La Fertais |
| -Secteur La Renaudière | -Chemin des caches |
| -Secteur le Cormier | |
| -Secteur du Champs Villageois | |
| -Chemin de la Vierge | -Chemin des Perrières |
| -Chemin des Garates | |

seront strictement interdits à la circulation des véhicules et des piétons de 8 H 30 à 14 H 00.

Article 2 : Les membres de la société de chasse mettront en place une signalétique spécifique à cette opération en amont et en aval des chemins cités dans l'article 1^{er} du présent arrêté. Ce dispositif sera complété par des barrières interdisant l'accès à toute personne non autorisée durant la période des tirs.

Article 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Le présent arrêté sera affiché sur site.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, Monsieur le responsable des services techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Chef du Centre de secours de La Plaine - Préfailles
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le responsable des services techniques.
- Monsieur Lucien CLAVIER, Président de la société de chasse
- Monsieur Dany BARTEAU, Garde Fédéral

Copie conforme au registre

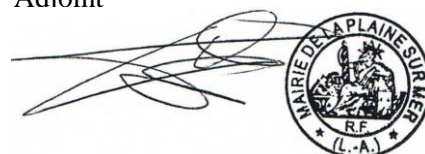
Certifié exécutoire par le Maire

Compte-tenu de la publication le :

délégué

Fait à La Plaine sur Mer, le 21 novembre 2014

Pour Le Maire
René BERTHE
Adjoint



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 189/2014

Réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain – 1 bis rue du Lock

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Obtention d'arrêté en date du **18 novembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **1 bis rue du Lock**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement aéro-souterrain **1 bis rue du Lock**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 01 décembre** et pour une durée de **12 jours**, la circulation automobile sera alternée en demie-chaussée au droit des travaux engagés **1 bis rue du Lock**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 24 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 190/2014

Autorisation de stationnement pour un camion-plateau et un chariot télescopique – 24 bis rue de l'Ormelette

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **19 novembre 2014**, formulée par la société **MEDIACO ATLANTIQUE – ZI des Noës – 44550 MONTOIR DE BRETAGNE**

Considérant que pour permettre le déchargement de panneaux en ossature bois pour la construction d'une nouvelle maison, **24 bis rue de l'Ormelette**, il convient de réglementer la circulation sur la voie précitée.

A R R E T E

Article 1er : Pour permettre le déchargement de panneaux en ossature bois pour la construction d'une nouvelle maison, **24 bis rue de l'Ormelette**, la société « **MEDIACO ATLANTIQUE** » est autorisée à stationner un camion-plateau et un chariot télescopique au droit du **24 bis rue de l'Ormelette**. L'entreprise précitée devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : Le **MARDI 9 DÉCEMBRE 2014** et pour une durée d'une journée, un emplacement pour un camion-plateau et pour un chariot télescopique sera réservé au droit du 24 bis rue de l'Ormelette. La circulation automobile sera alternée en demi-chaussée au droit des travaux engagés. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de la société **MÉDIACO ATLANTIQUE**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
2014

Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 24 novembre

Le Maire,
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 191/2014

Réparation de conduite télécom ORANGE – Rue de la Croix Mouraud – Rue Léon Fourneau

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Arrêté de Circulation en date du **13 novembre 2014** formulée par l'entreprise **SODITEL – 178 boulevard Pierre et Marie Curie – BP 30015 – 44151 ANCENIS Cedex.**

Considérant que pour permettre la réparation de conduite télécom Orange **rue de la Croix Mouraud et rue Léon Fourneau**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement

ARRETE

Article 1er : L'entreprise **SODITEL** est autorisée à réaliser des travaux de réparation de conduite télécom Orange **rue de la Croix Mouraud et rue Léon Fourneau**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 8 décembre 2014** et pour une durée de **5 jours**, la circulation automobile sera alternée en demie-chaussée au droit des travaux engagés sur les voiries citées à l'article 1^{er} du présent arrêté. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés également dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **SODITEL**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **SODITEL**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 24 novembre 2014.
Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 192/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – Chemin des Egronds

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **24 novembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **Chemin des Egronds**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **Chemin des Egronds**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 15 décembre 2014** et pour une durée de **2 semaines**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés **Chemin des Egronds**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 25 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 193/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – 7 Chemin de la fosse

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **24 novembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **Chemin de la Fosse**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **7 Chemin de la Fosse**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 15 décembre 2014** et pour une durée de **2 semaines**, la circulation automobile et le stationnement seront interdits **Chemin de la Fosse**.

Article 3 : L'accès au Chemin de la Fosse sera conservé pour les services d'urgence, de gendarmerie, de police ainsi que pour les riverains.

Article 4 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le Chef de Centre de Secours de La Plaine/Préfailles
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 25 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 194/2014

Autorisation de stationnement pour un élévateur – rue de Verdun

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **26 novembre 2014**, formulée par **Monsieur LOGERIE**

Considérant que pour permettre le stationnement d'un élévateur **Rue des Verdun**, il convient de réglementer la circulation.

A R R E T E

Article 1er : Monsieur LOGERIE est autorisé à stationner élévateur Rue de Verdun, **vendredi 28 novembre 2014**. Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du vendredi 28 novembre 2014** de 9h à 11h, un emplacement pour un élévateur sera réservé au droit du logement de monsieur LOGERIE Rue de Verdun. La circulation sera interdite rue de Verdun.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier installée par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : L'accès à la **rue de Verdun** sera conservé pour les services d'urgence, de gendarmerie et de police.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le Chef de Centre de Secours de la Plaine/Préfailles
- Monsieur LOGERIE, pétitionnaire

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 27 novembre 2014
Pour Le Maire,
Daniel BENARD
Adjoint Délégué.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 195/2014

Réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain – Rue du Moulin Tillac

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Obtention d'arrêté en date du **25 novembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **Rue du Moulin Tillac**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement aéro-souterrain **Rue du Moulin Tillac**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 05 janvier** et pour une durée de **2 semaines**, la circulation automobile sera alternée en demie-chaussée au droit des travaux engagés **Rue du Moulin Tillac**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 27 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 196/2014

Autorisation de stationnement pour un container de chantier – parking du chemin de la Fosse

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **14 octobre 2014**, formulée par **Monsieur PACAUD Daniel – entreprise de Maçonnerie – ZA La Musse – 44770 LA PLAINE SUR MER**

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **27 novembre 2014** pour une prolongation d'1 mois, formulée par **Monsieur PACAUD Daniel – entreprise de Maçonnerie – ZA La Musse – 44770 LA PLAINE SUR MER**

Considérant que pour permettre le stationnement d'un container de chantier sur le **parking du Chemin de la Fosse**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise de Maçonnerie PACAUD est autorisée à stationner un container de chantier sur le parking Chemin de la Fosse. Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **mercredi 3 décembre 2014** et pour une durée **d'un mois**, un emplacement pour un container de chantier sera réservé sur le parking du chemin de la Fosse face au numéro 4.

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Compte-tenu de la configuration du site, le pétitionnaire devra veiller en toute circonstance à la sécurité du dispositif mis en place afin de préserver la libre circulation, le stationnement et la sécurité des usagers de la voie.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur PACAUD Daniel, Entreprise de Maçonnerie

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 28 novembre 2014
Le Maire,
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 197/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – rue des Ajoncs

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **27 novembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **rue des Ajoncs**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **rue des Ajoncs**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 12 janvier 2015** et pour une durée de **2 semaines**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés rue des Ajoncs. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 28 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 198/2014

Réalisation d'un branchement ERDF souterrain – 2 impasse des Iris

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'obtention d'arrêté en date du **27 novembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **2 impasse des Iris**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement souterrain **2 impasse des Iris**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 12 janvier 2015** et pour une durée de **2 semaines**, la circulation automobile s'effectuera en demie chaussée au droit des travaux engagés impasse des Iris. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 28 novembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 199/2014

Autorisation de stationnement pour un camion de déménagement – 29 Boulevard de l'Océan

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **01 décembre 2014**, formulée par monsieur **LANDUREIN Philippe** **29 Boulevard de l'Océan 44770 LA PLAINE SUR MER**

Considérant que pour permettre le stationnement d'un camion de déménagement, devant le logement situé **29 Boulevard de l'Océan**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : Monsieur **LANDUREIN Philippe** est autorisé à stationner un camion de déménagement **devant la propriété sur la piste cyclable, située au numéro 29 Boulevard de l'Océan.** Monsieur LANDUREIN devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du mardi 16 décembre 2014** et pour une durée d'une journée, un emplacement pour un véhicule de déménagement sera réservé au droit du logement situé **29 Boulevard de l'Océan**. L'emplacement réservé pour la circonstance n'est valable qu'en journée dans la période considérée.

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur LANDUREIN Philippe

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 01 décembre 2014
Le Maire,
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 200/2014

Branchement au réseau EDF – 3 Chemin de la Mitière

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Autorisation de Voirie en date du **27 novembre 2014** formulée par l'entreprise **EIFFAGE ENERGIE LOIRE OCEAN – ZI de Sainte-Pazanne Avenue des Berthaudières – 44680 SAINTE-PAZANNE**

Considérant que pour permettre la réalisation de travaux **de terrassement sous chaussée - alimentation électrique, 3 Chemin de la Mitière**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **EIFFAGE ENERGIE LOIRE OCEAN** est autorisée à réaliser des travaux de terrassement sous chaussée - alimentation électrique, **3 Chemin de la Mitière**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du samedi 31 Janvier 2015** et pour une durée de **30 jours**, la circulation automobile sera alternée au droit du chantier. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EIFFAGE ENERGIE LOIRE OCEAN**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

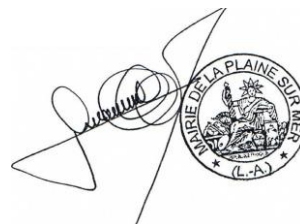
Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EIFFAGE ENERGIE LOIRE OCEAN**
- Monsieur le directeur de l'agence **COVED** Pornic.
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 01 décembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 201/2014

Travaux de reprofilage de voirie Avenue de Tharon.

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'arrêté temporaire pour des travaux en date du 1^{er} décembre 2014, formulée par l'entreprise **COLAS Centre Ouest – Agence de Rezé – 26 rue du Général Leclerc 44402 REZE**

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux de reprofilage de voirie, il convient de réglementer la circulation et le stationnement, **Avenue de Tharon au Cormier**, au droit du chantier

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **COLAS Centre Ouest – NANTES – Centre de REZE – 26 rue du Général Leclerc BP 83 – 44402 REZE cedex** est autorisée à réaliser des travaux de reprofilage de chaussée **avenue de Tharon**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : Dans une période comprise entre le **mercredi 3 décembre et le vendredi 12 décembre 2014** et pour une durée **d'une semaine**, la circulation automobile sera interdite **avenue de Tharon** entre l'intersection de l'avenue d'Anjou (*commune de St-Michel Chef Chef*) et l'intersection de l'avenue de la Porte des Sables. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté. Une déviation sera mise en place par le boulevard de la Mer durant toute la durée des travaux. L'accès aux services de secours et aux riverains sera préservé.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **COLAS Centre Ouest**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté, seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6

: Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame le Maire de la Commune de SAINT-MICHEL CHEF CHEF
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de **GENDARMERIE** de Pornic
- Monsieur le Responsable du service de **POLICE MUNICIPALE** de La Plaine sur Mer
- Monsieur le Chef du **Centre d'Incendie et de Secours** de PREFAILLES
- Monsieur le directeur de l'entreprise **COLAS Centre Ouest**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le directeur de l'agence **COVED** Pornic.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 3 décembre 2014

Le Maire

Michel BAHUAUD



ARRETE DU MAIRE n° PM 202/2014

Autorisation de poursuite de l'activité de la maison de retraite « Accueil Côte de Jade »

Le Maire de La Plaine sur Mer,
Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu les articles R 123.1 à R 123.55 du code de la construction et de l'habitation et les dispositions du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

Considérant la **visite périodique de sécurité** de la maison de retraite « Accueil Côte de Jade » effectuée le **mardi 7 octobre 2014**

Considérant l'**avis favorable formulé en Préfecture le 20 novembre 2014** par l'ensemble des membres de la Commission Départementale, pour la poursuite de l'activité de l'établissement

A R R E T E

Article 1er : L'arrêté référencé **PM n° 221/2011** en date du 6 décembre 2011 **est abrogé.**

Article 2 : La poursuite de l'activité de la maison de retraite « Accueil Côte de Jade » 4 allée de la Piraudière à La Plaine sur Mer **est autorisée à compter du 20 novembre 2014.**

Article 3 : La maison de retraite dénommée dans l'article 1^{er} du présent arrêté répond au classement de **type J – 4^{ème} Catégorie.**

Article 4 : Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire
- Monsieur le Commandant du groupement **PREVENTION du SDISS 44**
- Monsieur le Commandant de la Compagnie de **GENDARMERIE de PORNIC**
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de **POLICE MUNICIPALE**
- Monsieur le directeur de l'établissement « Accueil Côte de Jade ».

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 4 décembre 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 203/2014

Demande d'occupation du domaine public - Rue de la Croix Mouraud.

(chantier Office de tourisme Pignon Nord du bâtiment).

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Vu les arrêtés municipaux référencés n° PM 216/2013 et 51/2014

Vu la Demande d'autorisation de voirie en date du **5 décembre 2014** formulée par **SAS PEDEAU Bâtiment TP – ZA – 4 rue Léonard de Vinci – 44680 CHEMERE**

Considérant la nécessité de matérialiser une zone d'occupation au droit du pignon Nord du bâtiment en chantier pour permettre la mise en œuvre de passerelles élévatrices, au profit des travaux de restauration de ladite façade.

A R R E T E

Article 1 : A compter du **mardi 9 décembre 2014**, l'entreprise **PEDEAU Bâtiment TP** est autorisée à mettre en œuvre des passerelles élévatrices au droit du pignon Nord du bâtiment « office de tourisme » en cours de chantier. L'emprise au sol de cette installation impactera le trottoir bordant l'édifice, rue de la Croix Mouraud, en débord de chaussée sur une largeur maximale de 2 mètres à partir du pignon. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur. L'installation de ces passerelles élévatrices **impliquera une condamnation du cheminement piéton au droit du pignon de l'édifice, avec obligation de progresser à pied du côté opposé.**

Article 2 : La mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif prévue pour une durée de **10 jours**, entraînera une circulation alternée au droit du chantier à l'aide de **feux tricolores**. Afin de conforter la zone d'emprise sur la voie publique, l'installation devra être pourvue d'un dispositif lumineux à éclats aux extrémités de la zone de chantier.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera entretenue par l'entreprise **PEDEAU Bâtiment TP**. Cette entreprise devra s'assurer de la conformité du balisage de la zone occupée et de prévenir tout risque d'accident. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de **GENDARMERIE de PORNIC**
- Monsieur le Responsable du service de **POLICE MUNICIPALE** de la PLAINE sur MER
- Monsieur le directeur de l'entreprise **PEDEAU Bâtiment TP**
- Monsieur le Président de la communauté de communes « cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le directeur de l'agence COVED Pornic.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 8 décembre 2014
Pour le Maire
L'Adjoint Délégué
René BERTHE.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 204/2014

Travaux de terrassement en accotement et sous chaussée – boulevard Charles de Gaulle.

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'arrêté de police de la circulation en date du **4 décembre 2014** formulée par l'entreprise **Eiffage Energie – Sainte Pazanne – Avenue des Berthaudières 44680 Sainte Pazanne**. Considérant que pour permettre des travaux de terrassement en accotement et sous chaussée, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **boulevard Charles de Gaulle**.

ARRETE

Article 1er : L'entreprise **Eiffage Energie** est autorisée à réaliser **des travaux de terrassement en accotement et sous chaussée boulevard Charles de Gaulle**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du mardi 16 décembre 2014** et pour une durée de **30 jours**, la circulation automobile sera alternée au droit du chantier. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **Eiffage Energie**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire. Le chantier sera balisé par des feux tricolores.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Responsable du service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de GENDARMERIE de Pornic
- Monsieur le Responsable du service de POLICE MUNICIPALE
- Monsieur le directeur de l'entreprise **Eiffage Energie**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le mardi 09 décembre 2014
Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DU MAIRE n° PM 205/2014

Le Maire de la Commune de La Plaine sur Mer

Vu le code Général des collectivités Territoriales, articles L.2211-1 L.2212-1 – L.2212-2 – L.2213-2 2°

Considérant la demande de la société de chasse de La Plaine / Préfailles, représentée par Monsieur Lucien CLAVIER, Président, relative à l'organisation de deux battues sur le territoire communal qui auront lieu les **samedis 20 et 27 décembre 2014**

Considérant la prolifération d'animaux sauvages nuisibles aux cultures

Considérant l'impérieuse nécessité de mettre en place un dispositif de sécurité pour l'organisation de ces battues, incluant les tirs à balles.

Objet : Organisation de 2 battues les samedis 20 et 27 décembre 2014 par la société de chasse la Plaine / Préfailles.

A R R E T E

Article 1er : Les samedis 20 et 27 décembre 2014, deux battues seront organisées par la société locale de chasse pour lutter contre la prolifération d'animaux sauvages sur le territoire de la commune de La Plaine sur Mer. Afin d'assurer une sécurité optimale dans le périmètre défini, les chemins et routes dénommés :

- | | |
|-------------------------------|-----------------------|
| -Chemin de la Treille | -Secteur RD 13 |
| -Chemin des Bouchots | -Secteur la Fendoire |
| -Secteur La Briandière | -Secteur La Fertais |
| -Secteur La Renaudière | -Chemin des caches |
| -Secteur le Cormier | |
| -Secteur du Champs Villageois | |
| -Chemin de la Vierge | -Chemin des Perrières |
| -Chemin des Garates | |

seront strictement interdits à la circulation des véhicules et des piétons de 8 H 30 à 14 H 00.

Article 2 : Les membres de la société de chasse mettront en place une signalétique spécifique à cette opération en amont et en aval des chemins cités dans l'article 1^{er} du présent arrêté. Ce dispositif sera complété par des barrières interdisant l'accès à toute personne non autorisée durant la période des tirs.

Article 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Le présent arrêté sera affiché sur site.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, Monsieur le responsable des services techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Chef du Centre de secours de La Plaine - Préfailles
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le responsable des services techniques.
- Monsieur Lucien CLAVIER, Président de la société de chasse
- Monsieur Dany BARTEAU, Garde Fédéral

Copie conforme au registre

Certifié exécutoire par le Maire

Compte-tenu de la publication le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 11 décembre 2014

Le Maire

Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 206/2014

Autorisation pose d'échafaudage sur emplacement de stationnement située Place Ladmiraault (Première place devant la façade ouest du logement situé 2 rue de l'Eglise), **pour démontage de conduit de fumées.**

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **10 décembre 2014**, formulée par **Monsieur PACAUD Daniel – entreprise de Maçonnerie – 25 ZA La Musse – 44770 LA PLAINE SUR MER**

Considérant que pour permettre la pose d'un échafaudage sur un emplacement de stationnement **Place Ladmiraault**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise de Maçonnerie PACAUD est autorisée à poser un échafaudage sur une place de stationnement Place Ladmiraault. Le pétitionnaire devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 15 décembre 2014** et pour une durée **d'une semaine et demie**, un emplacement pour la pose d'un échafaudage sera réservé Place Ladmiraault (Première place devant la façade ouest du logement situé 2 rue de l'Eglise).

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Compte-tenu de la configuration du site, le pétitionnaire devra veiller en toute circonstance à la sécurité du dispositif mis en place afin de préserver la libre circulation, le stationnement et la sécurité des usagers de la voie.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur PACAUD Daniel, Entreprise de Maçonnerie

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 12 décembre 2014

Le Maire,
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 207/2014

Réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain – 32 rue de la Cormorane

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Demande d'Obtention d'arrêté en date du **10 décembre 2014** formulée par l'entreprise **EGC Canalisation – 2 rue de Soweto – BP 40041 – 44801 Saint-Herblain Cedex**

Considérant que pour permettre la réalisation d'un branchement ERDF aéro-souterrain, il convient de réglementer la circulation et le stationnement **32 rue de la Cormorane**.

ARRETE

Article 1er : L'entreprise **EGC canalisation** est autorisée à réaliser un branchement aéro-souterrain **32 rue de la Cormorane**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : **A compter du lundi 12 janvier** et pour une durée de **12 jours**, la circulation automobile sera alternée en demie-chaussée au droit des travaux engagés **32 rue de la Cormorane**. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **EGC Canalisation**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **EGC Canalisation**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED Pornic

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 12 décembre 2014

Le Maire
Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 208/2014

Demande d'occupation du domaine public - Rue de la Libération *(Mise en place d'un échafaudage de chantier au droit du bâtiment communal abritant l'accueil périscolaire)*

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Vu les arrêtés municipaux référencés n° PM 216/2013 et 51/2014

Vu la Demande d'autorisation de voirie en date du **12 décembre 2014** formulée par l'entreprise **EURL BOUCARD Stéphane – 9 impasse des Fleurs – 44770 LA Plaine sur Mer**

Considérant la nécessité de matérialiser une zone d'occupation au droit du pignon Nord du bâtiment abritant l'accueil périscolaire pour permettre la mise en œuvre d'un échafaudage, au profit de travaux de remplacement de gouttière.

A R R E T E

Article 1 : A compter du **mardi 16 décembre 2014**, l'entrepris **BOUCARD Stéphane** est autorisée à mettre en œuvre un échafaudage au droit du pignon Nord du bâtiment « office de tourisme » en cours de chantier. L'emprise au sol de cette installation impactera le trottoir bordant l'édifice, rue de la Libération, en débord de chaussée sur une largeur maximale de 2 mètres à partir du pignon. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur. L'installation de cet échafaudage **impliquera une condamnation du cheminement piéton au droit du pignon de l'édifice, avec obligation de progresser à pied du côté opposé.**

Article 2 : La mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif est prévue pour une durée de **04 jours**. Le stationnement au droit du chantier sera interdit pendant toute la durée des travaux.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera entretenue par l'entreprise **BOUCARD Stéphane** Cette entreprise devra s'assurer de la conformité du balisage de la zone occupée et prévenir tout risque d'accident. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Loire-Atlantique
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de **GENDARMERIE de PORNIC**
- Monsieur le Responsable du service de **POLICE MUNICIPALE** de la PLAINE sur MER
- Monsieur le directeur de l'entreprise **BOUCARD Stéphane**
- Monsieur le Président de la communauté de communes « cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le directeur de l'agence COVED Pornic.

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 15 décembre 2014
Le Maire

Michel BAHUAUD.



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 209/2014

Réservation d'un périmètre de sécurité devant le logement situé rue des écoles angle rue de la Libération.

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la demande d'autorisation de voirie en date du **19 décembre 2014**, formulée par Madame PINGAULT Micheline, domiciliée rue des écoles à La Plaine sur Mer

Considérant que pour permettre la réservation d'un périmètre de sécurité, au droit du **logement faisant l'angle entre la rue des écoles et la rue de la Libération**, il convient de réglementer la circulation et le stationnement.

A R R E T E

Article 1er : Madame PINGAULT Micheline, pétitionnaire de la présente demande, est autorisée à réserver un périmètre de sécurité au droit de son logement, côté rue des écoles.

Article 2 : **A compter du lundi 9 février 2015** et pour une durée de 15 jours, un périmètre de sécurité sera mis en place au droit du logement **côté rue des écoles**. Le stationnement sera interdit au droit du chantier.

Article 3 : La signalisation temporaire de l'espace réservé par les services techniques sera entretenue par le pétitionnaire mentionné à l'article 1^{er} du présent arrêté. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie conformément aux règlements et lois en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'agence COVED – PORNIC
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur Pays de Retz » en charge du transport scolaire.
- Madame PINGAULT Micheline, pétitionnaire

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication

Fait à La Plaine sur Mer, le 19 décembre 2014
Le Maire,
Michel BAHUAUD



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 210/2014

Raccordement réseau électrique BT – 32 Boulevard de l'Océan

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation et du stationnement ;

Vu le Code de la route,

Vu l'instruction ministérielle approuvée par arrêté du 5 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire.

Considérant la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux en date du **11 décembre 2014** formulée par l'entreprise **SODILEC - TP – 178 Boulevard Pierre et Marie Curie – BP 30015 – 44151 ANCENIS**

Considérant que pour permettre la réalisation de travaux de raccordement au réseau électrique BT, il convient de réglementer la circulation et le stationnement au droit du chantier, **32 Boulevard de l'Océan**.

A R R E T E

Article 1er : L'entreprise **SODILEC TP** est autorisée à réaliser des travaux de raccordement réseau électrique BT, **32 Boulevard de l'Océan**. Cette entreprise devra se conformer aux dispositions et règlements en vigueur.

Article 2 : A compter du **lundi 19 janvier 2015** et pour une durée de **21 jours**, la circulation automobile sera alternée en demi-chaussée au droit du chantier. Le stationnement sera interdit au niveau des travaux susvisés dans l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : La signalisation temporaire de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise **SODILEC TP**. Elle sera conforme au présent arrêté et aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale
- Monsieur le directeur de l'entreprise **SODILEC TP**
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes « Cœur de Retz » en charge du transport scolaire
- Monsieur le Directeur de l'agence COVED

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 19 décembre 2014

L
N



ARRETE DE CIRCULATION n° PM 211/2014

Mesures préventives visant à interdire la circulation et le stationnement d'engins motorisés sur le site du jardin des Lakas et aux abords de ses équipements.

(Centre-bourg – Rue Joseph Rousse)

Le Maire de La Plaine sur Mer,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2211-1, L.2211-2, L.2212-5, L.2213-4 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire

Vu l'article R.610-5 du code Pénal, relatif aux arrêtés de police municipale

Vu le Code de la route,

Considérant l'aménagement du jardin des Lakas réservé exclusivement à la circulation des piétons.

Considérant les nombreux équipements ludiques équipant le site des Lakas (*jeux pour enfants, kiosque d'ornement, parcours de santé, jeux de boules*) et la nécessité d'y interdire toute circulation d'engins motorisés afin d'y garantir la sécurité de tous.

Considérant les phénomènes répétés d'actes d'incivilités constatés sur le site des Lakas et la dangerosité que génère la circulation d'engins motorisés en dehors des voies et espaces de circulation aménagés sur le parking attenant.

A R R E T E

Article 1 : L'arrêté municipal en date du 29 juillet 1997 est abrogé.

Article 2 : A compter du 1^{er} janvier 2015, la circulation et le stationnement d'engins motorisés au jardin des Lakas sont strictement interdits de jour comme de nuit. Cette interdiction porte sur l'ensemble de la superficie dédiée au jardin, ainsi que sur les chemins d'accès dénommés : chemin des Lakas, chemin des Peupliers, chemin du Moulin Brûlé.

Article 3 : Afin de ne pas perturber l'accès aux sanitaires publics bordant le parking des Lakas, le stationnement des engins deux roues motorisés est strictement interdit au droit de cet équipement.

Article 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par les services techniques communaux.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté, sera poursuivie conformément aux dispositions de l'article R.610-5 du code pénal. (*contravention de 1^{ere} classe – 17 €*).

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de La Plaine sur Mer, Monsieur le Responsable des Services Techniques Communaux, Monsieur le Commandant de la Brigade de Proximité de Gendarmerie de Pornic, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire
- Monsieur le Responsable des Services techniques de la Plaine sur Mer
- Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de **GENDARMERIE** de PORNIC
- Monsieur le Responsable du service de **POLICE MUNICIPALE** de la PLAINE sur MER

Copie conforme au Registre
Certifié exécutoire par le Maire
Compte-tenu de la publication
le :

Fait à La Plaine sur Mer, le 24 décembre 2014

Le Maire

Michel BAHUAUD.

